

Santa Clara University

Scholar Commons

Economics

Leavey School of Business

6-20-2019

Préférences économiques mesurées par des jeux expérimentaux au Burkina Faso : Confiance, bien public, risque et patience

Michael J. Kevane

Alain Joseph Sissao

Félix Compaoré

Follow this and additional works at: <https://scholarcommons.scu.edu/econ>



Part of the [Economics Commons](#)

This Working Paper is brought to you for free and open access by the Leavey School of Business at Scholar Commons. It has been accepted for inclusion in Economics by an authorized administrator of Scholar Commons. For more information, please contact rscroggin@scu.edu.

Préférences économiques mesurées par des jeux expérimentaux au Burkina Faso : Confiance, bien public, risque et patience

Michael Kevane
Santa Clara University
mkevane@scu.edu

Alain Joseph Sissao
INSS/CNRST
alainsis@gmail.com

Félix Compaoré
INSS/CNRST
felix.nd.compaore@gmail.com

version 2.3¹
14 décembre 2016
revised 6-20-2019

Résumé : Certaines préférences économiques pourraient être très importantes pour le développement : la coopération pour le bien public, la confiance vis-à-vis des étrangers, les attitudes de prise de risques calculés, et la patience du retour des investissements sont des enjeux importants pour toute société. Ces préférences peuvent être mesurées sur la base de questionnaires et de jeux expérimentaux. Cet article présente les résultats de trois séances de jeux expérimentaux avec 557 jeunes lettrés ruraux de 15 à 24 tenus en mai 2013, août 2013, et mai 2014 au Burkina Faso. Les résultats des jeux sont assez normaux, si on fait la comparaison avec d'autres populations. Les jeunes ont une confiance moyenne face aux co-résidents du village, ils contribuent moyennement au bien public, ils sont très patients, et ils présentent une distribution normale de préférences des risques par rapport aux opportunités sûres. Il n'y a pas de différences entre garçons et filles, et entre les deux grands groupes ethniques de la région (les Bwaba et les Moose). Cependant, il y a une différence assez importante entre ceux qui ont fréquenté le lycée et ceux qui sont en abandon scolaire après l'école primaire. Pour ceux qui supposent que la pauvreté au Burkina Faso est due à des préférences économiques dysfonctionnelles, nos résultats démontrent que ce n'est pas le cas.

¹Remerciements : Kouraogo Seni, Koura Donkoui, Sanou Dounko et Boni Bessiamien ont travaillé avec professionnalisme et compétence comme assistants de recherche. Les maires et directeurs d'écoles et autres personnes ressources dans les villages du Tuy nous ont accueillis chaleureusement pour la recherche. Nous les remercions. La recherche a été possible grâce à une bourse Fulbright Research Award de l'Institute for International Education, et aussi une bourse du Leavey School of Business de l'université de Santa Clara, offerts à Michael Kevane.

Introduction

Le regain d'intérêt, au sein de la communauté scientifique des chercheurs du développement pour l'analyse du rôle et de l'importance de certaines attitudes ou préférences économiques est actuellement vif (Attallah, 2015; Attanasi, 2016; Villeval, 2012). Ces attitudes sont caractérisées par la volonté de faire confiance aux autres, de coopérer pour le bien public, de la prise des risques, et la capacité de patience pour le retour à l'investissement.

Ces attitudes ou préférences devraient être au centre des réflexions sur les causes de la frilosité dans la lutte contre la pauvreté au Burkina Faso. Pour rappel, le Burkina Faso est un pays sahélien qui en 2019 se plaçait 183e sur 189 dans le rang de l'indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le pays, en fait, reste depuis les indépendances en 1960 un des plus pauvres pays du monde : le taux de d'alphabétisation pour les adultes de 35% reste l'un des plus faibles, et le taux de scolarisation parmi ceux qui ont l'âge d'aller au primaire, de 75%, est aussi faible. Jusqu'en 2008, l'économie Burkinabè reposait sur les épaules des petites exploitations agricoles (coton, maïs, sésame, sorgho), de l'élevage, et de l'aide internationale. Depuis 2008, l'exploitation de l'or a pris la première place dans l'économie, avec une dizaine de mines industrielles et une centaine de sites d'orpaillage artisanal. En parallèle, et depuis les années 2000, la ville de Ouagadougou dont la population est de plus de 3 millions d'habitants, est le « moteur » de l'économie. Malgré des grands changements économiques et démographiques, la vaste majorité de la population de 19 million personnes reste encore agraire, dispersée dans plus de 8,000 villages. Cette population marginalisée dépend de ses propres investissements pour générer une croissance économique.

Les débats sur les problèmes liés au développement sont souvent portés par une rhétorique et un vocabulaire mettant en avant l'inadaptation des préférences importantes de certains groupes sociaux pour initier ou accompagner le développement. Par exemple, en 2012 et 2013, le gouvernement du Burkina Faso, a mis l'accent sur le manque de civisme de la jeunesse, tant urbaine que rurale. D'autres valeurs, préférences et attitudes telles la patience et la confiance, sont peut-être plus fondamentales dans les discours sur les freins au développement. Les jeunes seraient trop pressés à prendre une attitude de « *A yirãa n'à nyĩmi!* ». Cette expression en Dioula, langue nationale de l'ouest du Burkina Faso, peut être traduit en français comme « c'est grillé, viens manger », c'est-à-dire métaphoriquement lorsqu'on a le fruit de son travail, on doit le dépenser sans tarder *illico-presto*. C'est de plus la tendance à la méfiance vis-à-vis d'une tierce personne et des prises de risques individuels incalculées qui sont mis en avant. Finalement, à l'instar de l'incivisme, les freins au développement reposeraient sur des attitudes individuelles, principalement des jeunes, qui ne prennent pas assez en compte le bien public.

Nous proposons donc de présenter une analyse de cette population jeune et de leurs attitudes ou préférences. Notre méthodologie repose sur des jeux expérimentaux et des questionnaires réalisés avec un échantillon de 557 jeunes burkinabè, âgées de 15 à 24 ans, ayant tous un niveau d'éducation minimum du CM2, et vivant dans des villages de la province rurale du Tuy au sud-ouest du Burkina Faso.

Les résultats de notre étude révèlent que les préférences ou les attitudes de cette population ne sont pas si éloignées de celles des autres populations. D'une part, la société paysanne du sud-Ouest du Burkina Faso n'a pas des préférences très particulières associées à ses traditions et sa culture. D'autre part, la population ciblée démontre des préférences (indiquées par leurs choix aux jeux) en conformité à celles des populations de l'Afrique et d'autres continents. Ils ne sont pas hors de la gamme de variation des résultats à ces jeux.

Par ailleurs, il n'y a pas de grandes différences dans les choix des jeux des jeunes bwaba et moose, qui appartiennent aux deux grandes ethnies de la région. Toutefois, l'analyse des variables socio-économiques et genrées montre des corrélations. Par exemple, les filles ont plus d'aversion au risque que les garçons et les lycéens sont moins prêts à partager leur argent avec leurs partenaires ou groupe qui bénéficieraient de contributions collectives. Ce sont donc ces résultats que nous présentons ci-après.

Préférences économiques

Notre étude est structurée par l'analyse de quatre préférences économiques pertinentes au développement : la confiance, la volonté de contribuer au bien public, le risque et la patience. Ces préférences sont étudiées à partir du langage courant, d'anecdotes et de l'analyse des mots en langues nationales afin de montrer comment les burkinabè dans leur langue ordinaire interprètent ces préférences.

Confiance

La confiance relève d'une attitude d'espérance dans le fait de ne pas être trompé ou déçu par une autre personne. Cette notion quand elle est partagée en particulier vis-à-vis des personnes étrangères et/ou inconnues (qu'on pourrait retrouver au marché, au village ou en ville) peut être clé pour les sociétés en développement (Platteau, 1994; Tazdaït, 2008)(Zak & Knack, 2001) ainsi que pour les sociétés développées (Algan & Cahuc, 2007; Lobet-Maris & Lucas, 2009). A la fois le contrat verbal repose sur la confiance entre les participants et l'épargne, l'investissement ainsi que le crédit reposent aussi sur la confiance. La notion de confiance recoupe le concept de capital social, largement étudié dans plusieurs milieux africains (Ballet & Guillon, 2003; Lallau & Dumbi, 2008; Méda, 2002).

Dans le vocabulaire courant, le mot et l'idée de confiance, au sens général, est très présent. En mooré, une des langues principales du Burkina Faso, le mot confiance se traduit comme *sid-kiisongo*. Le proverbe dit « *A Zaglyaa burkind neda* », ou bien « Cet homme est une personne intègre et donc digne de confiance ». Quand on demande par exemple aux jeunes dans l'échantillon des villages du Tuy de fournir des exemples dans lesquels la confiance, ou plutôt méfiance, est en évidence, ils ne sont pas réticents. Voici quelques exemples d'anecdotes recueillies lors de notre recherche.

- *Les gens ne peuvent pas se faire confiance à cause de la jalousie et la sorcellerie. Un peulh a invité un de ses amis à venir boire du thé avec lui. Il a empoisonné le thé avant de le servir. Lorsqu'il a bu, il a commencé à vomir et les parents l'ont amené pour des soins au dispensaire. Il a été sauvé de justesse. C'est tout cela qui fait que les gens se méfient les uns et les autres.*
- *Mon frère a confié une vache à un peulh. La vache a mis bas et quelques temps après le peulh annonce la mort de la vache dans la brousse sans preuve. De discussion en discussion*

il n'a jamais pu prouver la véracité de cette affaire. Ce qui fait que nous ne faisons plus confiance.

- *En 2012 un migrant est venu demander un terrain à une famille autochtone pour exploiter juste pour une année en attendant de trouver un autre l'année suivante. Le terrain a été attribué au migrant qui l'a cultivé toute l'année. A la fin de la saison, il a demandé une prolongation d'un an encore. Pendant cette période il a fait délimiter ledit terrain par les autorités compétentes pour en faire sa propriété. Une bagarre a éclaté mais sans suite. Jusqu'à nos jours le terrain est la propriété du migrant. Nous sommes très méfiants.*
- *On parle plus de confiance de nos jours parce qu'il n'y a plus d'entraide. Pendant que j'étais en service, je rendais service à toute notre famille. J'envoyais l'argent pour résoudre les problèmes. Lorsque je suis revenu au village je n'ai pas eu de soutien de la part des membres de notre famille. Cela m'a beaucoup marqué.*
- *Nous assistons de plus en plus à des comportements qui font que les gens se méfient les uns les autres. En 2012 un jeune a pris une somme de 35000 FCFA [53 euros] avant l'hivernage chez un commerçant de céréales. Il a également d'autres crédits ailleurs. Au moment du remboursement, les premiers sont venus prendre toute sa production de maïs en compensation au crédit. Le commerçant est arrivé à la dernière position et n'a rien trouvé. Il l'a donné un autre délai pour 2014.*
- *Parlant de confiance je peux dire que les gens ne se font pas confiance à cause de la trahison. En 2008 j'ai confié 50 000 FCFA [76 euros] à un parent après ma sortie de la formation des jeunes filles du Sourou ou j'avais appris la couture. C'est après cette formation que j'ai reçu 100 000f pour mon installation. C'est une partie de cette somme que j'ai confié. Lorsque je voulais ouvrir mon atelier j'ai envoyé mon frère voir l'intéressé qui lui dit que l'argent n'est plus là. Pendant ce temps j'étais à Koudougou et lorsque je suis revenu je suis allé jusqu'à Bobo pour le poursuivre de donner mon argent. Il m'a renvoyé au village. Je n'ai jamais eu cet argent jusqu'aujourd'hui. Parlant de sorcellerie, tout se passe en 2012. Un homme a empoisonné un repas et une femme en a été victime. Il y avait des étrangers dans le village qui ont été invité à venir manger. La femme chargée du repas a installé les plats et est sortie pour appeler les étrangers. Pendant ce temps son mari a pris une poudre pour mettre dans le repas mais il a été aperçu par une autre personne. Tous les étrangers ont été alertes de ne pas manger le repas. Par imprudence une autre femme n'ayant pas eu l'information est allée manger le fameux plat et est décédée. Le fautif a été traduit en justice à Boromo.*
- *Les gens ne se font pas confiance de nos jours. Je prends l'exemple des crédits non remboursés. En 2011, j'ai fait un prêt de 25000f a un peulh pour raison de santé Il m'a donné un délai de remboursement après la vente du coton. Après cette vente il n'a pas rembourse mon argent et il me rappelle qu'il n'a pas oublié; je suis découragé de ce comportement.*
- *Le vol et le mensonge font que les gens ne se font plus confiance ; en 2012 le vol de 20 moutons dans notre cour ; en 2013 cas d'un détournement de femme nouvellement mariée dans notre village.*
- *Les gens ne peuvent plus se faire confiance parce qu'il y a trop de problèmes: la sorcellerie, le problème de terres, la jalousie. Parlant de sorcellerie, une femme accusée en 2000 à Kiere de sorcellerie a été accueillie à Sieni. En 2001 elle a commencé à tuer les gens et contamine les autres. Le village s'est réuni et elle a été chassée du village. C'est sur interrogation des cadavres des victimes que les gens ont su. Le problème de terre dans une*

famille de Sieni : en 2013 un jeune voulait créer son nouveau champ. Il a demandé l'autorisation à son oncle paternel. Lui en tant que responsable de la famille a donné son accord. Au moment de la création, un de ses cousins s'interpose auprès de son papa pour aussi exiger le même terrain pour son champ également. Le problème est posé. Cette situation reste tendue jusqu'à nos jours.

- *Les gens ne se font pas confiance ici pour des raisons de jalousie, de concurrence, de crédits non remboursés. Il y a plusieurs exemples. Un jeune vendeur de briques taillées a pris 25.000f avec un client de Houndé pour lui livrer des briques. Quelques temps après le client est revenu trouver que les briques n'ont pas été taillées. Une bagarre s'est déclenchée entre les deux. Dans notre quartier, un groupe de jeune cultive des parcelles sur contrat sur la base de mesure d'une corde. Ils se sont engagés avec un homme à 6000f. Les jeunes sont allés faire tout le travail et n'ont pas été payés. L'homme a promis de payer après la vente de ses briques. Après cette vente il a dit que sa femme vient d'être hospitalisée alors il a utilisé l'argent des briques pour la soigner. Jusqu'à nos jours, cette somme n'a pas été remboursée au groupe de jeunes. Une femme de notre quartier proposait aux gens un sac de maïs au prix de 5000f avant l'hivernage pour ceux qui voulaient de l'argent pour préparer leur saison. Un jeune s'est engagé et a pris la somme de 20 000f. A la récolte il a donné 2 sacs et les 2 autres pour l'an prochain. L'année suivante il a décidé de donner les 10 000f en espèces. Par la suite, il n'a pas remboursé et il a même voulu frapper la femme. Deux amis prenaient du the ensemble un jour. Entre temps l'autre a invité son ami à aller boire dans une buvette. Il a ensuite abandonné son ami à la buvette et il est allé faire la cour à sa femme. Attendu en vain l'autre décide de quitter la buvette et rentrer chez lui. Il le surprend dans son domicile avec sa femme.*

Selon plusieurs études, l'Afrique démontre un des taux de confiance le plus bas du monde. Johnson et Mislin (2011) ont fait une méta-analyse de 162 études mesurant les stratégies dans le jeu de confiance. Ces auteurs ont conclu que « Le coefficient négatif pour l'Afrique [dans des régressions expliquant la variation dans la confiance] est un de nos résultats plus robustes ». Dans les 14 études africaines incluses dans la méta-analyse, les répondants ont envoyé moins (démontraient moins de confiance) et retournés moins (étaient moins dignes de confiance) par rapport aux autres groupes sociaux. Les participants africains dans les jeux expérimentaux diffèrent sur d'autres dimensions (par exemple, la richesse, le revenu, l'éducation, le contexte social de l'expérimentation) et les résultats doivent être pris comme des orientations plutôt que des preuves solides de confiance différentielle.

La question qui se pose, est donc la suivante : si le niveau moyen de confiance peut se mesurer, quels sont les facteurs qui changent ce niveau moyen de confiance, et par quelles voies et avec quel impact la confiance change le niveau d'investissement et donc la croissance économique. Certains auteurs ont démontré une corrélation entre l'expérience d'être victime des razzias esclavagistes, et le manque de confiance, 200 ans après (Kodila-Tedika, 2013; Nunn & Wantchekon, 2011). Il paraît, selon d'autres recherches, qu'effectivement il existe une variation importante dans les normes de confiance entre ethnies en Afrique (Zerfu, Zikhali, & Kabenga, 2009).

Volonté de contribuer au bien public

Nous prenons l'exemple d'une situation très fréquente au Burkina Faso : le projet de développement rural dans un village qui vise à installer une pompe et une fontaine afin

d'améliorer l'accès à l'eau potable. Si le projet demande que le village apporte une contribution de 150.000 FCFA, les habitants du village ou du quartier devraient se cotiser pour avoir la somme indiquée. La volonté de contribuer au bien public s'analyse par le resquillage (parasitisme ou opportunisme) observé. D'une part, certaines familles bénéficieront plus que d'autres de cet accès. D'autre part, certaines familles accordent de l'importance à la qualité de l'eau consommées d'autres pas. Ainsi chaque famille aura ses propres représentations de son intérêt. Enfin le paiement de la contribution peut être plus ou moins différé : il y aura des refus et/ou des retards en fonction d'un calcul de coût partagé. Tout le monde sait qu'avec le temps la pompe et la fontaine deviendront des biens publics et que chacun pourra les utiliser, sans possibilité d'exclusion de l'usage l'un ou l'autre habitant. La capacité du village de repérer et sanctionner les individus qui se soustrairont au paiement des cotisations sera la clé de la réussite du projet. Cette capacité dépend, bien sûr, des normes qui impulsent les gens à valoriser le bien public avant leurs propres intérêts. En mooré, le sens du bien public peut se traduire comme « *tenga arzeka* ».

Des personnes interviewées dans les villages concernés nous donnent plusieurs exemples de l'importance du bien public.

- *Comme situation de bien public que je peux citer c'est la construction des logements des professeurs au CEG de Béréba ; une cotisation de 1000f par personne âgée de 18 ans pour la réalisation de ces bâtiments. Certains ont cotisé par contre d'autres non. L'implantation du CEG a été politique car c'est le parti ODP-MT [Organisation démocratique populaire-Mouvement de travail, parti majoritaire au pouvoir entre 1990-1994, devenu après le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP)] qui a œuvré pour son ouverture et sa construction.*
- *Tous les forages sont à la charge du village. En 1999 nous avons cotisé 100f par personne même nouveau-né pour réaliser un forage. Les cotisations s'élevaient à 150 000f.*
- *Le CEG de Sara a été construit grâce la main d'œuvre physique de la population et une contribution par GPC de la somme de 100.000f. Un centre des jeunes a été construit par la population avec l'appui des amis de Montpellier en France pour apport des fonds pour les matériaux de construction. Le village s'est mobilisé pour apporter les agrégats, le sable, et 52 tôles. Il a pris en charge la construction de la clôture. C'est dans cette salle que se déroule l'alphabétisation. Il y a une salle de réunion et une piste de danse. Un comité mis en place a géré les travaux. Les travaux continuent pour les chambres de séjour et un kiosque. Le village organise ses réunions dans ce centre. Nous sommes fiers de ce centre.*
- *Nous avons un bosquet de néré et de raisin, une forêt villageoise bien entretenue par les personnes déléguées pour le suivi. Nous avons construit notre école en 2006-2007 avec la participation de la population en main d'œuvre et l'apport en eau par les femmes. La réparation de tous les forages qui tombent en panne est l'œuvre des cotisations soit à partir des taxes de la caisse de la forêt ou les ristournes des GPC.*
- *La maison des jeunes de Bekuy a été construite grâce à la contribution des gens du village. Tout adulte marié a cotisé 200f. Un trésorier avait été désigné pour collecter l'argent. En plus le village a participé pour la main d'œuvre ; les femmes ont puisé l'eau pour les travaux.*
- *Nos populations ont cotisé pour la construction d'un magasin de stockage de céréales. Tous les 4 forages du village les populations ont cotisé. Nous sommes en train de cotiser 500.000f pour la construction du CEG de Kiere.*

- *En tant que président CVD je constate que les gens sont toujours prêts pour le bien public. C'est le cas de nos forages nous instaurons des cotisations pour la réhabilitation et réparation des forages mais certains ne cotisent pas. Nous prenons souvent des sanctions comme par exemple interdit d'accès à l'eau. En 2014 nous avons fait cotiser 5000f par famille pour réparer un forage. La somme collectée s'élevait à 125 000f.*
- *Les gens s'aident pour le bien public ; je peux l'évaluer à 95 pour cent. En 2008 pour la réparation de notre forage, nous avons fait cotiser 500f par personne de 18 ans. Nous avons ainsi collecté 150 000f pour le réhabiliter. Nous avons cotisé 250f par personne pour assurer les travaux d'une route de 12km qui nous lie à Bokuy Nord village du Mouhoun traversant la forêt classée. Les gens sont sortis pour les travaux de cette piste et les fonds collectes ont servi pour la restauration des travailleurs. Nous sommes très satisfaits de cette œuvre qui nous permet de voyager facilement. Les populations ont contribué pour la construction de l'école.*
- *Ici à Tiaho, les gens se mobilisent pour le bien public. Nous avons réhabilité la pompe du village en 2013 par des cotisations par quartiers à partir de 20ans, 500f par personne. La somme récoltée dans le quartier moaga a été versée au conseiller du village. A chaque fois que la pompe est en panne les gens sont prêts pour les cotisations.*
- *Les populations participent activement au bien public. Nous pouvons donner l'exemple de notre tournoi de football que nous avons organisé ici. En 2013 les jeunes ont cotisé pour organiser un tournoi de football. Des quêtes ont été faites partout dans le village et par quartier. Des personnes ont été désignées pour récolter l'argent. Une somme de près de 400.000f a été mobilisée. 6 équipes ont participé et ont bénéficié des fonds. A la finale nous avons invité notre maire de Houndé. Tous les villages environnants ont pris part à cette grande fête. C'était une très grande satisfaction. Nous n'avons pas pu réorganiser le tournoi parce que notre président qui était élève a eu un concours et il est parti en formation. Nous sommes en train de voir comment le relancer car nous sommes poussés par les villages voisins qui voudraient revivre l'évènement. Culture de femme : tout le monde doit participer à la culture de femme sans exception. Si quelqu'un est irrégulier ; les gens l'avertissent et en tiennent compte.*
- *Nous travaillons pour le bien public. En septembre 2013, une maison des femmes a été construite par la population en apportant les briques, la main d'œuvre pour la construction. Les matériaux tôles, ciment ont été fournis par le projet BKF de Houndé. L'organisation a été faite par quartier. Il y a eu des quartiers qui ont refusé de participer. 4 quartiers sur un total de 9. L'école B de Karaba que nous venons d'achever en 2014 a été en grande partie la contribution du village. Nous avons cotisé 1200f par personne. La somme s'est élevée à 950.000f. Il reste le forage à compléter et les 3 autres classes. Nous sommes en train de relancer l'organisation.*

Le risque

Le risque est souvent l'objet de remarques contradictoires. D'un côté, le paysan est représenté comme un acteur lié à la tradition et qui résiste au changement. Les agents d'extension agricole se plaignent : « le paysan ne veut pas prendre des risques ! ». De l'autre côté, le boom minier artisanal au Burkina Faso a produit un énorme phénomène social de jeunes creusant des trous profonds pour chercher l'or, risquant leur propre vie. Tout orpailleur connaît

les risques d'éboulements ainsi que les effets graves de la poussière, mercure, cyanure, et de l'opération d'équipement semi-industrielle sans équipement de protection ni supervision.

Tout résidant des villages du Tuy peut citer des exemples illustrant la volonté de prendre des risques. Voici quelques exemples.

- *J'ai risqué en payant mon tracteur en 2009 d'un coût de 9 000 000fcfa à crédit. J'ai constaté que j'avais un manque de matériel de labour. En plus les bœufs ne sont plus efficaces en début de saison hivernale car ils ont subi la faim et n'ont plus assez de force pour démarrer la saison. Actuellement j'arrive à terminer mes travaux à temps et je fais des prestations de service en labourant les champs des autres à raison de 20 000f l'hectare. Après 4 ans j'ai vu la rentabilité de mon tracteur. Le crédit des intrants est l'un des grands risques des producteurs de coton. Il est fonction de la pluviométrie qu'on ne maîtrise pas chaque année. Le montant des crédits est fonction du rendement de chaque producteur.*
- *La culture est un risque compte tenu de la pluviométrie ; les crédits SOFITEX [acheteur officiel de coton] engrais, herbicides, insecticides qui varie de 200.000f à 1.500.000 f par producteur. Certains commerçants prennent des engagements en octroyant des fonds aux paysans moyennant du maïs payable à la récolte. Le prix du sac varie entre 5000 à 7000f.*
- *Tout le monde prend le risque avec l'agriculture car nous ne connaissons pas le cycle des pluies de la saison et nous nous engageons dans les crédits SOFITEX : insecticides, engrais, graine OGM à 27 000f le sac. Nous utilisons tous ces produits avec des risques d'intoxication de l'organisme même.*
- *Nos risques sont orientés vers les intrants de la SOFITEX. Un GPC peut aller jusqu'à 23 millions de crédits dans l'année sans pour autant savoir s'il va réellement pleuvoir correctement.*
- *Nous, paysans nos objectifs sont fonction du risque que nous prenons. Nous projetons prendre des crédits d'intrants avec la SOFITEX sans être sûr de la pluviométrie. Nos crédits vont de 300 0000f à 2 000 000f par producteur selon la taille de son exploitation Nous prenons des crédits avec les institutions pour les femmes FARF de 30.000f à 100.000f. Il y a aussi le groupe d'accompagnement à l'investissement et à l'épargne de Houndé ou certains gagnent des crédits. Ce sont des risques multiples. Nous vivons tous les jours dans le risque.*
- *Les producteurs prennent le risque avec la SOFITEX. Nous recevons les intrants engrais herbicides insecticides, graines OGM à crédits ; nous devons travailler toute la saison pour rembourser et on ne sait pas si la saison sera bonne. Le crédit d'un producteur dans un GPC peut aller de 100.000f à 2.000.000f CFA ici à Sieni. Il y a aussi l'orpaillage ou les gens prennent beaucoup de risques dans les trous à la recherche de l'or.*

La patience

Discutant la valeur de la patience, on peut faire appel à un proverbe moaga qui dit : « *sals lagm koabga ti kuri kē bake* » ou bien en français « Cent glissades n'empêchent pas la tortue d'entrer dans la mare. » Comme la volonté de prendre des risques, la volonté et la compréhension de l'importance de la patience est bien en évidence avec les interlocuteurs des villages du Tuy. Ce qui caractérisé est plus de l'impatience que la patience.

- *Dans notre GPC [groupement de producteurs de coton], nous donnons des crédits aux membres en fonction du rendement. Il varie de 100 000f et plus. Nous attendons les récoltes pour le remboursement.*

- *Les gens sont beaucoup patients dans notre village. Nous avons des exemples. Nous invitons des groupes organisés à venir récolter le coton et attendre l'arrivée de l'argent du coton avant de recevoir leur dû. Il en est de même pour la confection des briques. Les mêmes groupes confectionnent les briques pour ceux qui le désirent et attendent l'argent du coton.*
- *Pour ma part les gens ne sont pas patients. Ils sont pressés d'avoir leur dû. Les exemples ne manquent pas. Certaines personnes récoltent leur maïs avant le séchage pour vendre au village. Certains égrènent tout le maïs le vend pour s'acheter une moto. Lorsque nous vendons le coton, chaque producteur reçoit un ticket de vente où est inscrit le poids et le montant à gagner. Certains utilisent ce ticket pour prendre des motos chez les commerçants avant l'arrivée des fonds. Lorsqu'il reçoit l'argent du coton il doit s'acheter des vivres pour manger. Nous avons vu 2 cas dans notre GPC.*
- *Nous avons été le premier village du Tuy à lancer la grève de la culture contre le coton en 2011. Nous avons été informés par les villages voisins du Mouhoun qui ont envoyé des émissaires pour lancer le mouvement. Nous avons fait propager le mouvement dans les autres villages. Le message a été de détruire tous les cotons déjà poussés.*

Jeux expérimentaux : Méthodologie

Ces anecdotes nous servent à comprendre que la confiance, le bien public, le risque et la patience sont des attitudes ou préférences bien évidentes dans la région du Tuy comme toute autre région. Comment mesurer de façon plus exacte la moyenne de ces préférences pour la population ciblée ? Depuis plus de deux décennies les sciences sociales ont développé des jeux expérimentaux pour mesurer certaines valeurs fondamentales et aussi les modes employés dans des situations de stratégie. Quatre jeux expérimentaux ont été joués avec les jeunes de l'échantillon au Burkina Faso. Durant chaque séance, les jeunes étaient assis dans des salles de la mairie ou de l'école ou lycée. Ils étaient contraints de ne pas parler l'un l'autre. L'équipe de recherche faisait la présentation et l'explication du déroulement de la séance. Chaque participant serait indemnisé de 500 FCFA pour son déplacement (en ce moment, le taux de change était 656 FCFA pour 1 euro ; la compensation moyenne pour une journée de travail au village était de 500 FCFA).

L'explication suivante était alors communiquée aux jeunes : ils devaient remplir des fiches, et sur la base de leurs propres réponses et des autres réponses, les résultats au jeu seraient calculés. Au final seulement un jeu sur les quatre serait payant et il serait désigné au hasard par tirage au sort. Les participants ont été informés qu'ils seraient payés à la fin de la séance. Pour chaque jeu, le joueur commencerait avec 500 FCFA ou 1000 FCFA, et il pouvait garder cette somme s'il voulait choisir de la garder. Ils pouvaient également faire des choix qui risquaient les 500 FCFA ou 1000 FCFA : il pouvait perdre mais aussi gagner. L'équipe a souligné que selon l'expérience, le joueur moyen aurait à la fin 1000 FCFA plus les 500 FCFA de participation. Après ces remarques préliminaires, les joueurs remplissaient les fiches, l'équipe ramassait les fiches, et on passait au prochain jeu. Après avoir complété toutes les fiches des jeux, on choisissait le jeu payant, et pour le jeu de patience et le jeu de risque on choisissait le résultat. On demandait aux jeunes de compléter un petit questionnaire pendant que l'équipe calculait les résultats des jeux.

Le jeu de bien public

Le premier jeu, le « *jeu de bien public* » est un jeu connu dans la littérature, et qui vise à mesurer la capacité et la volonté de résoudre, par des actions volontaires répondant aux attitudes ou préférences de l'individu, le problème de « resquillage ». Nous avons joué le jeu de la même façon que dans des centaines d'études (Angeon, Magdalou, & Célimène, 2013; Ensminger, 2004). Chaque joueur remplissait une fiche où il ou elle indiquait quelle part de 500 CFA il voulait contribuer à un fonds de groupe pour être multiplié et partagé. Les joueurs étaient regroupés dans des groupes de six personnes, parmi les jeunes qui étaient dans la salle. Ils ne connaissaient pas les autres membres du groupe. Les membres des groupes restaient anonymes. Les montants que le joueur, et les autres membres du groupe, donnaient au fonds de groupe étaient multipliés par trois, et après le total était divisé parmi les six membres du groupe, sans tenir compte des contributions. Voici des exemples que l'équipe avait partagé avec les participants :

Exemple 1. Vous décidez de contribuer avec 500 CFA. Deux autres membres de votre groupe contribuent avec 500 CFA, un membre contribue avec 100 CFA, et deux membres ne contribuent pas. Le total des contributions sera donc 1600 CFA. Cette somme sera multipliée par 3. Les 4800 CFA résultant (3×1600) seront partagés entre les six membres, soit 800 CFA par personne. Celui qui a donné 500 CFA au groupe aura 800 CFA à la fin, et celui qui n'a rien donné aura ces 500 CFA initiales qu'il a gardé plus les 800 CFA pour un total de 1300 CFA. Celui qui a donné 100 CFA aura les 400 CFA qu'elle a gardés, plus les 800 CFA, pour un total de 1200 CFA.

Exemple 2. Si tous les membres contribuent avec 500 CFA chacun recevra 1500 CFA à la fin.

Exemple 3. Si aucun membre ne contribue, chacun garde ses 500 CFA. Aucun montant n'est multiplié par 3.

Exemple 4. Si une seule personne contribue avec 500 CFA et les autres contribuent 0, les 500 CFA du fonds de groupes sont multipliés par 3, pour devenir 1500. On divise les 1500 CFA par 6. Donc $1500/6=250$, et chaque personne aura 250 plus ce qu'il ou elle avait gardé au début. Ceux qui n'ont pas contribué auront $500+250=750$, celui qui a contribué aura seulement 250 CFA.

Le joueur n'a aucun intérêt personnel à contribuer : le montant qu'il ou elle contribue sera multiplié par 3 et divisé par 6, donc le joueur reçoit, à la marge, seulement la moitié de sa contribution de retour. Mais, le plus qui serait contribué, le plus que tout le groupe aura. Une contribution est bel et bien pour le bien public (du groupe).

Le jeu de confiance

Psychologues, anthropologues et économistes depuis quelques décennies ont utilisé le « *jeu de confiance* » pour mesurer la confiance (Algan & Cahuc, 2007; Barr, 2003; Laurent, 2009; Tazdaït, 2008). Le jeu est très simple. Les participants sont installés dans une salle. On leur communique que chacun aura un partenaire anonyme dans la salle. Chacun aussi aura une somme d'argent. Ils pourront garder la somme d'argent, ou envoyer une partie au partenaire. S'ils envoient, la partie qu'ils envoient sera multipliée (typiquement 2 ou 3 fois). Le partenaire maintenant pourra remettre une partie de l'argent. Celui qui envoie doit, en principe, avoir une

certaine confiance dans son partenaire qui va lui remettre quelque chose (au moins ce qu'il a envoyé).

La stratégie pour chaque participant dépend alors de la confiance générale dans l'action d'un partenaire anonyme qui va remettre de l'argent, mais aussi de valeurs de attitudes sur la prise de risque, la charité en général (donner c'est bon, en soi), et du sens moral de la contribution au bien public (en envoyant l'ensemble).

Le jeu peut être joué en temps réel, en séquence, avec des enveloppes d'argent qui circulent dans la salle, ou bien de façon hypothétique, ou les participants notent leurs choix avec des fiches, et après avoir saisi les résultats l'équipe de recherche calcule les montants à payer.

Pour nos séances, nous avons joué le jeu de façon « stratégique ». Chaque joueur remplissait une fiche où il/elle indiquait quelle part des 500 CFA il voulait remettre à son partenaire. Aussi, le joueur indiquait combien il allait remettre à son partenaire, si son partenaire lui envoyait de l'argent. La fiche demandait que le joueur remplisse pour chaque possibilité. Les joueurs étaient regroupés dans des équipes de deux personnes, parmi les jeunes qui étaient dans la salle. Ils ne connaissaient pas leur partenaire, qui restait anonyme. Les montants que le joueur, et le partenaire, se donnaient l'un l'autre, étaient multipliés trois fois. Donc chacun avait deux décisions à prendre : (1) combien donner au partenaire ; et (2) combien remettre au partenaire s'il/elle vous envoie de l'argent. Voici des exemples que l'équipe avait partagés avec les participants :

Exemple 1. Vous décidez de donner 200 CFA à votre partenaire. Votre partenaire reçoit donc 600 CFA (c'est-à-dire 200×3), et décide de vous remettre 300. Votre partenaire décide de donner 300 CFA. Donc, vous recevez 900 CFA de votre partenaire (300×3) et vous décidez de ne rien remettre. A la fin donc vous avez les 300 que vous n'avez pas donnés au partenaire, les 300 CFA que votre partenaire a remis, et les 900 CFA que vous avez reçu du partenaire et gardez, pour un total de 1500 CFA. Votre partenaire aura $200+300+0=500$.

Exemple 2. Vous décidez de donner 400 CFA. Votre partenaire décide de donner 200 CFA. Votre partenaire donc reçoit 1200 CFA (400×3), et décide de vous remettre 100 et garder 1100 CFA. Vous recevez 600 de votre partenaire (200×3) et vous décidez de lui remettre 300 CFA et garder 300 CFA. A la fin donc vous avez les 100 que vous n'avez pas donnés au partenaire, les 100 que votre partenaire vous a remis, et les 300 que vous avez gardé de l'argent que votre partenaire a donné, pour un total de 500 CFA. Votre partenaire aura $300+1100+300=1700$.

Le jeu de patience

Le troisième jeu était le jeu de patience. Chaque joueur remplissait une fiche avec des choix numérotés de 1 à 28. Le Tableau 1 reproduit les différents choix. Pour chaque choix, le joueur encerclait s'il voulait l'argent le plus tôt possible ou s'il était prêt à attendre pour en avoir plus (entre un jour et trente jours). C'est-à-dire, que le joueur choisissait, pour chacun des 28 possibilités, entre les deux montants qui seraient payés aux dates indiquées. Afin d'éviter le biais pour le présent ainsi que les coûts de déplacement soit déterminants dans les choix, le paiement *tôt* interviendrait le lendemain du jeu.

Ce jeu a été un peu complexe pour les participants, donc pour les séances de mai 2014 le nombre de choix a été réduit à 10 au lieu de 28.

Ce jeu n'est pas un jeu de stratégie, en fait c'est un simple choix selon les préférences du joueur. Le paiement final était déterminé comme suit. Si le jeu de patience était choisi comme le jeu payant, on tirait d'un sac un numéro parmi 28 bouts de papier numéroté 1-28 (ou 1-10 en mai 2014). Cela permettrait de déterminer le choix. Les joueurs étaient payés selon ce qu'ils avaient choisi, soit être payé *tôt* ou *après*. Voici des exemples que l'équipe avait partagés avec les participants :

Exemple 1 : Pour le choix 16, vous encerclez 500 FCFA. Si on sélectionne le jeu de patience pour être payant, et on tire la boule 16, vous serez payé 500 FCFA par l'animatrice dans deux jours.

Exemple 2 : Pour le choix 5, vous encerclez 350 FCFA. Si on sélectionne le jeu de patience pour être payant, et on tire la boule 5, vous serez payé 350 FCFA à la fin de la séance.

Pour chaque choix, on peut calculer un simple taux d'escompte qui ne tient pas compte de la durée du temps entre les deux choix. Ce taux peut être calculé ainsi : si le choix était 1100 FCFA aujourd'hui et 1200 FCFA demain, le taux d'escompte est défini comme (montant aujourd'hui) / (montant après), dans ce cas $1100/1200 = 0,92$. Dans le cas de 900 FCFA aujourd'hui et 1200 FCFA demain, $900/1200 = 0,75$. Bien sûr, le plus de temps qui passe entre les deux dates, le moins le « taux d'intérêt » implicite dans le choix. Par exemple, le « taux d'intérêt » pour le choix entre 800 aujourd'hui et 1200 demain est de 14,799%, mais si on attend 30 jours, le taux serait 493%. Le Tableau 2 démontre le taux d'escompte et taux d'intérêt implicite pour les choix. Comme c'est évident, ces taux d'intérêt sont complètement hors de la normale. Dans la vie rurale du Burkina Faso, les activités rémunératrices ont des taux de bénéfice pour la capitale investi de 50%-100% par mois, au maximum (Fafchamps, McKenzie, Quinn, & Woodruff, 2014; Udry & Anagol, 2006). C'est un problème général avec le jeu de patience, que pour faire le jeu sérieux pour le joueur, avec des montants de la taille de 500 FCFA ou 1000 FCFA, il faut des taux d'intérêt assez élevées pour induire des variations dans les choix. Cela peut bien sûr jouer sur la validité externe des choix, qui ne pourrait pas correspondre aux choix réel des jeunes de la région.

Le jeu de risque

Le quatrième jeu était le jeu de risque. Chaque joueur remplissait une fiche sur laquelle elle indiquait quel pari elle voulait choisir, parmi six paris. Le Tableau 3 reproduit les différents paris. Le premier pari était simplement gagner 1000 FCFA sans aucun risque. Le deuxième était de gagner 900 FCFA avec 50% de probabilité et 1300 FCFA avec 50% de probabilité (pour les probabilités, on mettait 8 jetons blancs et 8 jetons bleus dans un sac, et on tirait un jeton, donc la chance serait de 50% : 50% tirer blanc ou bleu. Le paiement final était déterminé comme suit. Si le jeu de risque était choisi comme le jeu payant, on tirait un jeton du sac pour chaque joueur. Donc chaque joueur avait une chance différente que les autres joueurs.

Caractéristiques de l'échantillon

Les jeux ont été joués dans le cadre d'un projet dans la province du Tuy au sud-ouest du Burkina Faso visant à mesurer comment la lecture régulière de romans africains pourrait changer les attitudes et préférences économiques. Le projet s'appelait « Jeunes du Tuy Lisent »

(JTL), et il s'est déroulé dans une partie des villages des départements de Bekuy, Béréba et Houndé. Dans le cadre de cette évaluation de l'impact du projet JTL, une vingtaine de villages ont été ciblés pour distribuer des invitations à participer. Ces invitations ont été distribuées par des assistants de recherche de la région et dans les établissements scolaires de la zone. Les seules conditions étaient que les participants devraient avoir fini le CM2, même s'ils n'avaient pas réussi à l'examen du CEP pour continuer au secondaire. Ils devraient avoir envie de lire en français, et se considérer assez bons lecteurs.

Un total de 696 jeunes ont rempli et remis une première fiche d'inscription pour participer au programme. Les 696 ont été regroupés dans 9 zones géographiques. Cinq zones regroupaient plusieurs villages (zones de Kéré, Bouahoun, alentours de Béréba, Ouakuy et Bekuy) qui n'avaient pas accès aux bibliothèques villageoises de la région. Dans chacun de ces cinq zones 40 jeunes ont été sélectionnés pour le programme et 40 pour le groupe de contrôle. Ainsi en principe 400 jeunes auraient été sélectionnées. Mais le nombre d'inscriptions à Bekuy était moins que prévu, et ce groupe de contrôle a eu 22 inscrits au lieu de 40. Aussi on a choisi plus de personnes aux alentours de Béréba pour des raisons du programme, et 55 ont été retenus pour le groupe du programme. Quatre de ces zones étaient des villages avec bibliothèque villageoise (Béréba, Dohoun, Karaba, et Sara). Comme le programme voulait mettre l'accent sur la lecture parmi des jeunes qui n'avaient pas accès, le nombre de participants parmi cette population était réduit ; dans chacun de ces quatre villages, 20 jeunes ont été sélectionnés pour le programme et 20 pour le groupe de contrôle. Au total, 160 jeunes ont été sélectionnés dans ces quatre villages.

A la fin de la phase de sélection, il y a eu des départs et des personnes introuvables. L'échantillon final était de 557 jeunes âgées de 15-24 ans qui ont participé à des séances de jeux expérimentaux ; 295 jeunes pour le programme de lecture et 262 jeunes pour être dans le groupe de contrôle. Comme la probabilité de sélection était différente pour les différentes zones, les chiffres moyens pour l'ensemble des zones sont ajustés. Le chiffre pour chaque personne est multiplié par la réciproque de sa chance d'avoir été sélectionné pour l'échantillon.

Chaque participant a rempli un questionnaire avant de commencer le programme. C'est à base de ces questionnaires que le Tableau 4 présente quelques caractéristiques de ces 557 personnes choisies pour participer, selon leur sexe et leur ethnie¹. L'âge moyen des participants était de 17 ans et presque 45% des répondants ont déclaré avoir un téléphone portable personnel (les garçons plus que les filles), et presque tous les autres avaient un ami ou parent avec téléphone. La grande majorité des jeunes de l'échantillon avait continué leur scolarisation après le niveau primaire ; seulement 20% n'ont pas continué à prendre des cours au lycée. Le taux de décrochage est assez élevé dans le milieu rural, ou plusieurs élèves pensent que l'éducation secondaire n'a pas de grande valeur. Notre échantillon donc ciblait les jeunes ayant un niveau scolaire assez élevé. Il faut reconnaître que la qualité de l'éducation est faible, malgré les efforts des instituteurs. De plus, la grande majorité (plus de 85%) des jeunes ont des origines familiales modestes : mère ménagère, et père cultivateur. Remarquons qu'entre 20-30% des participants ont écrit ces deux mots avec des fautes orthographiques (*menangère, menageuse, cultivateur, cotivateur*). Cet indicateur pourrait servir comme variable mesurant le niveau d'orthographe en français de la personne.

¹ Les personnes bwaba et les non-bwaba sont regroupées, mais la plupart appartiennent au groupe moaga (pl. moose) ; la classification est faite à partir de la langue parlée à la maison, et des noms de famille.

Les participants devaient aussi citer trois titres de romans qu'ils auraient lus dans les derniers 30 jours. Seulement 20% des répondants a écrit au moins un titre. C'est-à-dire, 80% de l'échantillon n'a pas écrit de titre de roman. Une deuxième question portant sur le nombre de livres lus dans les derniers 30 jours était corrélée aux nombres de titres lus ; seulement 30% de l'échantillon a indiqué qu'ils avaient lu un livre. En moyenne ils avaient lu 0,50 livres dans les 30 jours. Seulement 20% de l'échantillon étaient abonnés à une bibliothèque et quatre des 20 villages avaient une bibliothèque villageoise. Ceux qui étaient abonnés avaient lus 1,25 livres et les non-abonnés 0,38 livres, en moyenne. Ainsi l'accès à une bibliothèque semble augmenté la lecture pour les jeunes dans l'échantillon.

Les dates des premières séances de jeux expérimentaux en mai 2013 ont été annoncées aux jeunes 10 jours avant le début des jeux mais des grandes pluies précoces pour la saison ont incité plusieurs des participants à aller aux champs pour semer les jours prévus pour les jeux. L'équipe de recherche a tenté de rattraper les absents, en programmant des séances supplémentaires. Malgré ces efforts, 122 jeunes parmi les 557 prévus, soit 22%, n'ont pas participé aux premières séances des jeux en mai 2013. Pour la deuxième séance des jeux, en août 2013, 132 des participants prévus, soit 24%, n'ont pas pu assister aux jeux. Pour la troisième séance des jeux, en mai 2014 (six mois après la fin du projet) 188 des participants prévus, soit 40%, n'ont pas pu assister. Le Tableau 5 indique le nombre réel de participants à chaque série de séances de jeux : les 17 séances tenues pendant 10 jours dans la zone du projet JTL, entre le 21 mai et 4 juin 2013, les 12 séances tenues pendant 6 jours entre le 30 juillet et 4 août 2013, et les 12 séances tenues entre le 3 mai et 17 mai 2014. En complément, le Tableau 6 indique les caractéristiques des absents : les garçons étaient plus absents que les filles ainsi que les plus âgés. Les non-participants avaient atteint un niveau scolaire identiques aux participants mais ils lisaient nettement moins que ceux qui ont pris le temps pour jouer.

Les résultats moyens des jeux

Le Tableau 7 présente, de façon sommaire, les moyennes des choix pour les quatre jeux expérimentaux pour les séances de mai 2013, août 2013 et mai 2014. Les Figures 2-6 représentent les distributions des réponses avec des histogrammes superposées pour les jeux de mai 2013, août 2013 et mai 2014.

Pour le jeu de bien public, la moyenne de la valeur des contributions des participants au fond de groupe était de 276 FCFA en mai 2013, de 224 FCFA en août, 2013 et de 238 en mai 2014, soit à peu près 50% de la somme initiale de 500 FCFA. Pour le jeu de confiance, la moyenne des envois des participants aux partenaires était 248 FCFA en mai 2013, de 225 FCFA en août, 2013 et de 221 en mai 2014, soit à peu près 50% de la somme initiale de 500 FCFA. La diminution de la moyenne est liée à l'information au fil des séances des jeunes sur le résultat de leur contribution au groupe. Les Figures 2 et 3 indiquent la distribution de montants donnés au fond de groupe pour le jeu de bien public et les montants donnés au partenaire pour le jeu de confiance. Les barres en noir sont pour les jeux de mai 2013, les barres en gris sont pour les jeux d'août 2013, et les barres en blanc pour les jeux de mai 2014. Les participants donnaient moins pour ces jeux en août 2013 et mai 2014 par rapport à ce qu'ils donnaient en mai 2013. Le montant le plus fréquent dans le jeu de bien public, en effet, était de 500 FCFA en mai 2013 : 110 sur 413 des participants (soit 26%) ont contribué le maximum possible. Mais en août 2013 il y eu une grande réduction de ceux qui ont contribué avec 500 FCFA ; le pourcentage s'est réduit à 10% seulement.

Pour le jeu de confiance, le calcul du pourcentage d'argent que les joueurs auraient remis aux partenaires s'explique ainsi : chaque personne a indiqué combien il/elle allait remettre au cas où le partenaire envoyait 100, 200, 300, 400 ou 500 FCFA. Ces sommes seraient multipliées par 3, et l'expéditeur pourrait envoyer au maximum 300, 600, 900, 1200 ou 1500 FCFA, respectivement. Nous avons calculé la moyenne de ce que les joueurs auraient remis de la façon suivante : calcul de la somme de tous les montants que la personne aurait remis, puis divisée ce résultat par la somme de l'argent qui a été disponible dans chaque cas (la somme de 100, 200, 300, 400 et 500, soit 1500). La fraction résultant et présentée dans le Tableau 7 ; pour les joueurs de mai 2013 le résultat final était de 1,25, d'août 2013, 1,30, et pour mai 2014, 1,16. Ainsi, les partenaires ont remis à peu près 130% de l'argent envoyé ; ceux qui ont fait confiance aux autres ont, en général, été bien récompensés par cette confiance. Les partenaires étaient, en moyenne, très fiables. Ils ont remis plus que le premier a envoyé.

La Figure 4 présente de façon sommaire les moyennes des choix (combien remettre au partenaire, après que le partenaire ait envoyé de l'argent). Le graphique présente parmi les participants la distribution de valeurs et le multiple d'envoi. La première personne pourrait avoir envoyé 100, 200, 300, 400 ou 500 FCFA. Le partenaire devrait répondre « si mon partenaire me donne 100 CFA, et ça sera multiplié par 3, je vais lui remettre combien ? » La hauteur de chaque barre indique que plus de personnes ont remis cette fraction ou proportion de ce qui a été envoyé. Ainsi, la barre de 1.5 est la plus élevée. Presque 35% des participants ont remis 150% de ce que le partenaire leur avait envoyé.

Pour le jeu de risque, les paris étaient présentés aux participants ordonnés du moins risqué au plus risqué : le pari 1 est le pari sans risque (1000 FCFA aux deux cas de jeton bleu et/ou blanc) et le pari 2 paie 900 FCFA au cas de jeton bleu et 1300 FCFA pour le jeton blanc, et le pari 3 paie 800 FCFA pour le jeton bleu et 1600 pour le jeton blanc, jusqu'au pari 6 avec 100 FCFA pour le jeton bleu et 2500 FCFA au cas de jeton blanc. La moyenne des paris choisis était 3,26 en mai 2013, 3,18 en août 2013 et 3,26 en mai 2014, c'est-à-dire aucune grande différence significative entre les deux séances. La Figure 5 présente de façon sommaire les choix, et on peut observer que l'équivalence des moyennes entre des séances masque un décalage aux extrêmes ; moins de personnes ont choisi les paris 3 et 4, et plus de personnes ont choisi les paris 1 et 5, le premier le choix sans risque (d'avoir 1000 FCFA sur) et le choix 5 entre 500 FCFA ou 2200 FCFA.

Pour le jeu de patience, nous présentons la somme des choix qui ont induit les participants à choisir d'être patient. Il faut noter que la moyenne du numéro du choix qui a induit les participants à choisir d'être patient est calculée sans tenir compte d'un élément : si les choix des personnes étaient consistants. Consistant ici veut dire que la personne n'a pas, par exemple, indiqué qu'il ne préférerait pas 1000 FCFA aujourd'hui à 1200 FCFA demain, mais si 800 FCFA aujourd'hui à 1200 FCFA demain. Comment expliquer une telle préférence ? Bien sûr, une possibilité majeure serait que la personne n'a pas compris le jeu. Une autre possibilité serait que la personne s'ennuyait et a fait n'importe quel choix au hasard. Presque 38% des participants en mai et 35% parmi les participants en août ont été inconstants dans leur choix.

Comme la plupart des participants ont choisi d'être patients sans tenir compte des montants (c'est-à-dire le choix numéro 1), le Tableau 7 révèle que la moyenne des choix était de 18,9 en mai 2013 et 17,9 en août 2013. Le maximum était 28. Pour les jeux de mai 2014, la moyenne était de 4,80 pour les 10 choix. Ces moyennes indiquent que les participants en majorité étaient très patients (voir la distribution des choix aux Figure 6). Seulement quelques-uns parmi les participants ont décidé de ne pas être patient, ou ont décidé de ne pas être patients seulement quand le décalage entre paiement tôt ou tard était grand.

Les variables socio-économiques corrélées avec les préférences

Le Tableau 8 présente, de façon synthétique, les moyennes des choix pour les quatre jeux expérimentaux pour les séances de mai 2013, d'août 2013 et de mai 2014. L'objectif est de mettre en lumière les différences entre les groupes socio-économiques. Si les différences sont significatives, du point de vue statistique, cela est indiqué dans ce tableau. Les Figures 7-8 représentent de façon graphique ces mêmes moyennes des choix parmi les participants aux trois séances des jeux.

Voici les résultats les plus significatifs :

- Les filles en général contribuaient plus au jeu de bien public et au jeu de confiance en comparaison avec les garçons.
- Les lycéens (ceux qui avaient au moins une année au lycée) contribuaient nettement moins en comparaison avec ceux qui ont fait seulement le primaire.
- Les filles étaient plus fiables (les moyennes de pourcentage remis plus élevé en comparaison avec les garçons), et les lycéens moins fiables.
- Les lycéens étaient méfiants et non fiables par rapport aux autres populations. Ils donnaient en moyenne 20% moins.
- Pas de différences significatives selon les groupes ethniques.

Pour le jeu de risque, on remarque qu'au début de l'expérimentation, en mai 2013, les filles étaient moins prêtes à prendre les paris plus risqués. Elles préféraient des risques moyens. Mais en août 2013 et en mai 2014, aucune différence significative n'apparaît dans le comportement des garçons et des filles. Finalement, les filles étaient un peu plus patientes que les garçons. Les jeunes Bwaba étaient plus risquant que les jeunes Moose.

Pour le jeu de patience les lycéens étaient plus patients que ceux qui avaient fait arrêtés leurs études en fin de primaire. Les filles plus patientes que les garçons en mai 2013 et en août 2013.

Comparaison avec d'autres jeux expérimentaux menés en Afrique

Les résultats des jeux expérimentaux avec la jeunesse de la province du Tuy peuvent être comparés avec les résultats d'autres études des jeux expérimentaux.

La méta-analyse de Johnson and Mislin (2011) a révélé que sur les 15 études de jeux expérimentaux faites en Afrique avant 2011 la moyenne parmi les études du pourcentage du montant envoyé au partenaire était 45,6%. Comme a été indiqué dans le Tableau 7, pour l'échantillon dans la province du Tuy le pourcentage était approximativement 50% en mai 2013 et 45% en août 2013 et mai 2014. Donc les réponses des jeunes du Tuy étaient tout à fait conformes à l'étude précédente. Selon Johnson and Mislin (2011) les pourcentages pour les pays développés de l'Europe et l'Amérique du Nord étaient entre 52% et 54%. Pour les choix de remise d'argent envoyé, l'échantillon des jeunes dans le Tuy se présentait de façon plus fiable que la moyenne d'autres jeux conduits en Afrique et même supérieures aux autres continents. Dans le Tuy la moyenne du montant remis était 42% du montant disponible (le montant envoyé multiplié par trois) ; Johnson and Mislin ont trouvé une moyenne de 32% pour l'Afrique et 37% globalement.

Barr (2003) a présenté les résultats de 24 sessions du jeu de confiance dans différentes communautés au Zimbabwe. Chacun des 280 participants a été doté de 20 dollars zimbabwéens (environ \$0,80 USD à l'époque) équivalent au salaire d'un ou deux jours. Le montant modal envoyé par l'expéditeur était Zim 10 \$, et la moyenne était de 8,58 \$ Zim. Le montant qui a été envoyé était triplé, et le récepteur décidait alors combien renvoyer. La proportion moyenne du montant initial envoyé qui a été renvoyé était de 1,28 (soit 43% du montant reçu). La confiance dans la fiabilité du récepteur a payé assez bien pour ces communautés. Environ la moitié des participants étaient des femmes. Barr estime qu'il n'y avait aucune différence entre les hommes et les femmes pour les montants initiaux envoyés, mais les femmes réceptrices renvoyaient moins que les récepteurs masculins. Au Burkina Faso notre échantillon est identique, sauf que les femmes remettaient plus que les hommes (elles étaient plus fiables).

Greig et Bohnet (2008) présentent les résultats des jeux de confiance, comme joués par 268 hommes et femmes à Kwa Reuben Embakasi, bidonville de Nairobi au Kenya. Les 134 expéditeurs et les 134 récepteurs étaient dotés de 50 shillings kenyans (environ 0,65 \$ USD), ce qui correspond à environ un tiers du salaire d'une journée. Le montant envoyé par les expéditeurs a été doublé. Globalement, une moyenne de Ksh 15 ou 30% de la dotation a été envoyée, et les récepteurs ont retournés Ksh 12, soit environ 82% du montant envoyé, et un peu plus de 30% du montant reçu. La fiabilité des habitants des bidonvilles du Kenya était beaucoup plus faible que celle des villageois zimbabwéens et burkinabè (bien que de nombreux autres facteurs tels le contexte aient pu expliquer les différences). Il n'y avait pas de différence statistiquement significative entre les montants envoyés par les hommes et les femmes.

Les résultats des jeux de bien public menés par Barr et Kinsey (2002) illustrent en partie la complexité de préférences pour l'égalité et la confiance dans un contexte africain. La recherche a été menée au Zimbabwe en 2000 avec 308 personnes réparties dans 13 villages. Les revenus dans la région étaient inférieurs à 1 \$ USD par jour. Dans chaque village, un groupe d'environ 25-30 hommes et femmes a joué quatre tours du jeu de bien public, avec des dotations initiales de Zim 100 \$, ce qui équivalait à environ 2 \$ USD. Les deux premiers tours ont été privés, avec les participants écrivant sur une fiche leurs niveaux de contribution. Les deux tours suivants étaient publics, avec des personnes annonçant à haute voix leurs niveaux de contribution. Ils n'ont cependant pas su qui étaient les membres de leur groupe. Après le troisième tour, les participants ont eu l'occasion de commenter publiquement la question des contributions des autres. Un assistant de recherche indiquerait à chaque joueur, en disant : « Mr / Mme [nom du joueur], a contribué \$... Quelqu'un a-t-il quelque chose à dire à ce sujet ? » Les critiques ou commentaires ont été codés, selon qui les a faites et à qui ils/elles étaient destinés. Pour chaque séance du jeu de biens publics, les niveaux moyens de cotisation étaient sur le Zim 50 \$, soit environ la moitié de la dotation. La différence entre le niveau de cotisation moyenne des hommes et le niveau moyen des femmes n'était pas statistiquement significative.

Greig et Bohnet (2009) ont aussi réalisé des jeux de biens publics dans le bidonville de Kwa Reuben de Slum Embakasi à Nairobi, au Kenya. Certaines séances étaient composées soit de personnes de sexe féminin ou masculin tout, et d'autres ont été mélangés. Hommes et femmes ont contribué par des montants similaires dans les sessions de même sexe, mais les femmes ont contribué significativement de façon inférieure chez les sessions de groupes mixtes.

Au Burkina Faso, à notre connaissance, il y a seulement trois articles scientifiques qui transmettent des données des jeux expérimentaux pareils à nos jeux. Hadnes and Schumacher (2012) ont joué en 2010 le jeu de confiance avec un échantillon de 359 petits entrepreneurs dans des villages aux alentours de la ville de Ouagadougou. L'âge moyen des participants était 36 ans et 30% des participants étaient des femmes. Le montant que les joueurs avaient pour

envoyer aux partenaires était 1000 FCFA, soit à peu près \$2 USD. Ils devraient décider d'envoyer le montant complet, ou de ne rien envoyer ; pas de montants partiels. Les participants ont été divisés en deux groupes. Le groupe de traitement a été « manipulé » pendant une interview avant les jeux. L'enquêteur leur a posé des questions sur les croyances religieuses traditionnelles, et les sanctions des fétiches ou des dieux locaux. L'hypothèse était qu'en mettant l'accent sur les idées traditionnelles d'intervention mystique dans la vie des hommes, les joueurs seraient plus enclins à faire confiance aux autres. Si des forces mystiques nous regardent, mieux vaut être bon que d'être malin. Et les résultats, selon les auteurs, ont confirmé cette hypothèse ; ceux qui ont été dans le groupe de traitement ont donné nettement plus (86% ont envoyé le montant complet) que le groupe de contrôle (56% ont envoyé les 1000 FCFA) et globalement 68% des participants ont envoyé les 1000 FCFA, c'est-à-dire ils ont choisi d'avoir confiance aux autres dans la salle. Pour la décision de remettre l'argent envoyé, le groupe de traitement a remis en moyenne 1471 FCFA et le groupe de contrôle a remis 1261 FCFA.

Un deuxième étude très pertinent a notre recherche était celui de Aladysheva, Holmlund, Gilligan, and Ouedraogo (2013). Les chercheurs ont mené presque les mêmes jeux (confiance, patience risque) et aussi le jeu de « ultimatum » ou chaque participant propose une simple division d'un montant à diviser avec un partenaire anonyme. Le montant initial pour chaque jeu était 300 FCFA. Pour le jeu de confiance, la moyenne envoyée était 100 FCFA, soit un tiers. Les partenaires ont remis en moyen 150 FCFA (l'argent envoyé a été multiplié par 3, donc 100 FCFA était transformé en 300 FCFA pour le partenaire.) Pour le jeu de risque, il paraît que les joueurs étaient très prudents, évitant les choix avec beaucoup de risque. Pour le jeu de patience, les expérimentes ont révélé un degré « remarquable » de patience, où les participants dans 5 choix sur 6 ont choisi d'être patients. En fait, ces résultats sur le risque et la patience sont similaires à nos résultats de l'échantillon du Tuy. Mais les jeunes du Tuy démontraient plus de confiance aux autres.

Finalement, une troisième étude de Sawada *et al.* (2016) a implémenté le jeu de bien public avec les comités locaux de gestion des écoles (COGES) dans le nord du Burkina Faso. Presque 700 personnes adultes (âge moyenne = 40 ans) ont participé. Comme dans notre expérience, le montant initial était de 500 FCFA. Ces participants ont beaucoup donné au groupe, en moyenne plus de 300 FCFA pour les différentes rondes du jeu. Leur échantillon était sélectionné parmi les adultes participant déjà dans la vie publique du village, donc ce fait pourrait expliquer le taux élevé de contributions.

Conclusion

Nous avons présenté les résultats de quatre jeux expérimentaux (confiance, bien public, risque et patience) sur un échantillon de 557 jeunes de la province du Tuy au Burkina Faso réalisé en 2013 et 2014. Les séances de jeux ont eu comme récompenses des sommes entre 500 et 1500 FCFA (1-2 euros), l'équivalent du salaire journalier de la zone.

Les jeux révèlent que les préférences des jeunes sont assez similaires aux préférences d'autres groupes. Il n'y avait pas de grandes différences entre les jeunes Bwaba et les jeunes moose, les deux ethnies de la région. Les garçons étaient plus volontaires du risque, en comparaison avec les jeunes femmes. Les lycéens étaient moins prêts à faire confiance aux autres et contribuer pour le bien public.

Pourrait-on généraliser ces résultats pour l'ensemble du pays ? Notre conviction est la suivante : si l'éducation formelle crée des préférences moins volontaristes, cela aurait des conséquences directes dans notre réflexion à l'enseignement des valeurs civiques.

Tableau 1: Choix pour le jeu de patience (montants en FCFA)					
Choix			Choix		
<i>groupe 1</i>	Aujourd'hui	Demain	<i>groupe 3</i>	Après deux jours	Après neuf jours
1	1100	1200	1	1100	1200
2	1000	1200	2	1000	1200
3	900	1200	3	900	1200
4	800	1200	4	800	1200
5	700	1200	5	700	1200
6	600	1200	6	600	1200
7	500	1200	7	500	1200
<i>groupe 2</i>	Aujourd'hui	Après cinq jours	<i>groupe 4</i>	Après deux jours	Après trente jours
1	1100	1200	1	1100	1200
2	1000	1200	2	1000	1200
3	900	1200	3	900	1200
4	800	1200	4	800	1200
5	700	1200	5	700	1200
6	600	1200	6	600	1200
7	500	1200	7	500	1200

*Note: Les participants ont été invités à encercler un montant pour chacun des 28 choix, soit tôt ou après.

Montant offert si la personne est:		Taux d'intérêt implicite (% annuelle)				
impatient	patient	Taux d'escompte	Aujourd'hui ou demain	Aujourd'hui ou après cinq jours	Après deux jours ou après neuf jours	Après deux jours ou après trente jours
1100	1200	0.92	3176	635	454	106
1000	1200	0.83	6655	1331	951	222
900	1200	0.75	10500	2100	1500	350
800	1200	0.67	14799	2960	2114	493
700	1200	0.58	19673	3935	2810	656
600	1200	0.50	25300	5060	3614	843
500	1200	0.42	31955	6391	4565	1065

Tableau 3: Paris à choisir pour le jeu de risque					
		Resultat de tir aléatoire	Paiement FCFA	Probabilité	Votre selection: Cochez un seulement avec X
Pari No.	1	bleu	1,000	50%	
		blanc	1,000	50%	
Pari No.	2	bleu	900	50%	
		blanc	1,300	50%	
Pari No.	3	bleu	800	50%	
		blanc	1,600	50%	
Pari No.	4	bleu	600	50%	
		blanc	1,900	50%	
Pari No.	5	bleu	500	50%	
		blanc	2,200	50%	
Pari No.	6	bleu	100	50%	
		blanc	2,500	50%	

Tableau 4: Caracteristiques de ceux qui ont été sélectionnés pour les jeux expérimentaux									
	Garçons	Filles		Non-Bwaba	Bwaba		Primaire	Lycée	
Age en Mai 2013	17.61	17.2		16.1	18.42	***	19.31	17.06	***
Années d'éducation	7.55	8.00	**	7.46	7.92	**	6.15	8.03	***
A-t-il commence le lycée?	0.79	0.89	***	0.90	0.78	***			
Etes-vous Bwaba?	0.65	0.48	***				0.75	0.54	***
Est-la personne fille?				0.50	0.33	***	0.25	0.43	***
As-tu un téléphone portable?	0.47	0.39	*	0.38	0.48	**	0.46	0.43	
Mal-écrit le travail de la mère?	0.15	0.20	*	0.13	0.19	*	0.23	0.16	*
Mal-écrit le travail du père?	0.21	0.28	*	0.23	0.24		0.30	0.23	
Abonné à une bibliothèque villageoise?	0.18	0.23		0.18	0.22		0.12	0.22	**
Combien de livres lus dans 30 jours?	0.55	0.62		0.41	0.70	***	0.39	0.62	**
Combien de titres écrits (maximum 3)?	0.31	0.45	*	0.27	0.43	**	0.12	0.42	***
Nombre dans l'échantillon	335	222		234	323		96	461	

Notes: * 0.10 ** 0.05 *** 0.01 différence entre les moyennes significatives.

Tableau 5: Nombre de participants au séances des jeux expérimentaux											
mai 2013				aout 2013				mai 2014			
Séance	Date	Village	Nombre de participants	Séance	Date	Village	Nombre de participants	Séance	Date	Village	Nombre de participants
1	5/21/2013	Béréba	30	1	30/07/13	Bekuy	42	1	3/5/2014	Béréba	41
2	5/21/2013	Béréba	45	2	30/07/13	Sara	40	2	3/5/2014	Béréba	34
3	5/23/2013	Dohoun	26	3	31/07/13	Dohoun	35	3	4/5/2014	Sara	22
4	5/23/2013	Karaba	42	4	31/07/13	Karaba	37	4	4/5/2014	Bekuy	42
5	5/24/2013	Ouakuy	38	5	1/8/2013	Béréba-alentours, Béréba	42	5	8/5/2014	Kiéré	27
6	5/25/2013	Bekuy	38	6	1/8/2013	Béréba-alentours, Béréba	41	6	8/5/2014	Bouéré	41
7	5/25/2013	Sara	37	7	2/8/2013	Béréba-alentours, Béréba	10	7	10/5/2014	Ouakuy	33
8	5/26/2013	Béréba	19	8	2/8/2013	Bouéré	19	8	11/5/2014	Dohoun	41
9	5/26/2013	Béréba	35	9	3/8/2013	Bouahoun	42	9	11/5/2014	Karaba	8
10	5/27/2013	Bouahoun	26	10	3/8/2013	Ouakuy	42	10	13/5/2014	Bouahoun	42
11	5/27/2013	Bouéré	17	11	4/8/2013	Kiéré	34	11	17/5/2014	Béréba-alentours, Béréba	21
12	5/28/2013	Kiere	16	12	4/8/2013	Kiéré	41	12	17/5/2014	Béréba-alentours, Béréba	17
13	5/31/2013	Béréba	13								
14	6/1/2013	Bouéré	16								
15	6/2/2013	Kiere	12								
16	6/2/2013	Ouakuy	19								
17*	6/4/2013	Bekuy	6								
totale			435				425				369

*Au séance 17 en mai 2013, l'équipe n'a pas joué les jeux de confiance et bien public.

Tableau 6: Qui a participé aux jeux expérimentaux parmi ceux qui étaient invités? Plus de filles, plus jeunes, plus de lecteurs

	Aucun des seances des jeux		Part. en 2013 mais pas en 2014		Part.en 2013 (1 jeux) et aussi 2014		Part. les trois seances de jeux		Part. Seulement en 2014	
Age en mai 2013	18.67	***	17.45		19.68	***	16.93		17.58	
Années d'éducation	7.45		7.67		8.44		7.76		7.19	
A-t-il commence le lycée?	0.64	***	0.73	***	0.94		0.89		0.72	**
Vos parents parlent le Bwamu?	0.43	***	0.53	**	0.70		0.64		0.54	
Est-la personne fille?	0.31	*	0.36	*	0.38		0.44		0.44	
Mal-écrit le travail de la mère?	0.30		0.17		0.20		0.25		0.37	
Mal-écrit le travail du père?	0.14		0.16		0.19		0.18		0.14	
As-tu un téléphone portable?	0.43		0.50	**	0.56	*	0.39		0.47	
Abonné à une bibliothèque villageoise?	0.09	**	0.18		0.22		0.24		0.11	
Le village a une bibliothèque?	0.31	***	0.45		0.48		0.50		0.18	***
Combien de livres lus dans 30 jours?	0.43		0.52		1.11	**	0.58		0.42	
Combien de titres écrits (maximum 3)?	0.16	***	0.28	*	0.63		0.43		0.05	***
	1.00		2.00		3.00		5.00		4.00	
Nombre dans l'échantillon	58		130		38		307		24	

Note: * 0.10 ** 0.05 *** 0.01 indique que le difference est significatif statistiquement, par rapport au moyenne de ceux qui ont participe dans les trois seances des jeux. La population entier consiste des 557 jeunes selectionés pour participer aux séances de jeu expérimentaux.

Tableau 7: Moyennes des choix des participants aux jeux expérimentaux					
	mai 2013		aout 2013		
	moyenne	écart standard	moyenne	écart standard	
	n=428		n=423		
<i>Jeu de bien public</i>					
Contribution (FCFA)	281	162	225	137	***
<i>Jeu de confiance</i>					
Contribution (FCFA)	253	132	226	128	***
Moyenne des proportions remis au premier jouer	0.42	0.22	0.43	0.24	
<i>Jeu de risque</i>					
Moyenne des choix (1= sans risque, 6=maximum risque)	3.32	1.74	3.20	1.87	
<i>Jeu de patience</i>					
Proportion de joueurs consistant dans les choix (oui=1, non=0)	0.63	0.48	0.66	0.47	
Moyenne des choix ou la personne a commencé a indiquer préférence d'avoir argent après (être patient)? (parmi les consistants; 7 choix dans chaque groupe)					
Choix groupe 1	2.26	2.19	2.50	2.07	
Choix groupe 2	2.56	2.27	3.21	2.39	***
Choix groupe 3	2.73	2.34	3.19	2.38	**
Choix groupe 4	3.71	2.90	3.82	2.60	
Moyenne des choix (parmi les 28 choix) où la personne a choisi d'être patient	19.10	7.72	18.00	7.99	*

Notes: La contribution maximum pour le jeu de bien public et jeu de confiance était de 500 FCFA; Les joueurs inconsistants ont alterné de façon illogique entre patience et impatience; * 0.10 ** 0.05 *** 0.01 différence entre les moyennes significatives.

Tableau 7: Moyennes des choix des participants aux jeux expérimentaux						
	mai 2013		aout 2013		mai 2014	
	moyenne	écart standard	moyenne	écart standard	moyenne	écart standard
	n=435		n=425		n=369	
<i>Jeu de bien public</i>						
Contribution (FCFA)	276	167	224	151	238	166
<i>Jeu de confiance</i>						
Contribution (FCFA)	248	136	225	140	221	135
Moyenne des proportions remis au premier jouer	1.25	0.73	1.30	0.84	1.16	0.73
<i>Jeu de risque</i>						
Moyenne des choix (1= sans risque, 6=maximum risque)	3.26	1.81	3.18	2.00	3.26	2.10
<i>Jeu de patience</i>						
Proportion de joueurs consistant dans les choix (oui=1, non=0)	0.62	0.51	0.65	0.50	0.71	0.50
Moyenne des choix (parmi les 28 choix) où la personne a choisi d'être patient	18.90	8.71	17.88	8.91	4.80	3.34

Notes: La contribution maximum pour le jeu de bien public et jeu de confiance était de 500 FCFA; Les joueurs inconsistants ont alterné de façon illogique entre patience et impatience; * 0.10 ** 0.05 *** 0.01 différence entre les moyennes significatives.

Tableau 8: Moyennes des choix des participants aux jeux expérimentaux									
	Garçons	Filles		Non-Bwaba	Bwaba		Primaire	Lycée	
Jeu de bien public: Moyenne des contributions (FCFA)									
Mai 2013	269.6	284.0		255.6	289.3	**	327.5	268.5	**
Aout 2013	205.1	252.3	***	219.9	226.8		252.9	219.7	
Mai 2014	206.2	280.9	***	261.1	224.0	**	240.1	237.1	
Jeu de confiance: Moyenne des contributions (FCFA)									
Mai 2013	245.2	251.0		230.6	259.1	**	320.4	236.6	***
Aout 2013	209.6	249.2	***	221.7	227.8		261.8	219.9	*
Mai 2014	215.4	227.9		216.1	223.7		266.0	214.8	**
Jeu de confiance: Moyenne des multiples remis									
Mai 2013	1.27	1.22		1.19	1.29		1.68	1.20	***
Aout 2013	1.21	1.43	***	1.35	1.26		1.52	1.26	**
Mai 2014	1.07	1.27	**	1.15	1.16		1.38	1.13	**
Jeu de risque: Moyenne des choix (1= sans risque, 6=maximum risque)									
Mai 2013	3.6	2.8	***	3.0	3.5	***	3.6	3.2	
Aout 2013	3.3	3.0		3.0	3.3		3.2	3.2	
Mai 2014	3.3	3.2		2.9	3.5	***	3.7	3.2	*
Jeu de patience: Moyenne des choix (parmi les 28 choix pour 2013 et 10 choix pour 2014) où la personne a choisi d'être patient									
Mai 2013	18.3	19.8	*	19.5	18.5		16.1	19.3	**
Aout 2013	17.0	19.2	**	17.4	18.2		14.9	18.4	**
Mai 2014	4.7	5.0		4.9	4.7		4.0	4.9	
Sample size	335	222		234	323		89	461	

Notes: La contribution maximum pour le jeu de bien public et jeu de confiance était de 500 FCFA. * 0.10 ** 0.05 *** 0.01 différence entre les moyennes significatives.



Figure 1: Province du Tuy au Burkina Faso

Figure 2: Histogramme des montants envoyés
(jeu de bien public)

Mai 2013 = noir, Aout 2013 = gris, Mai 2014 = blanc

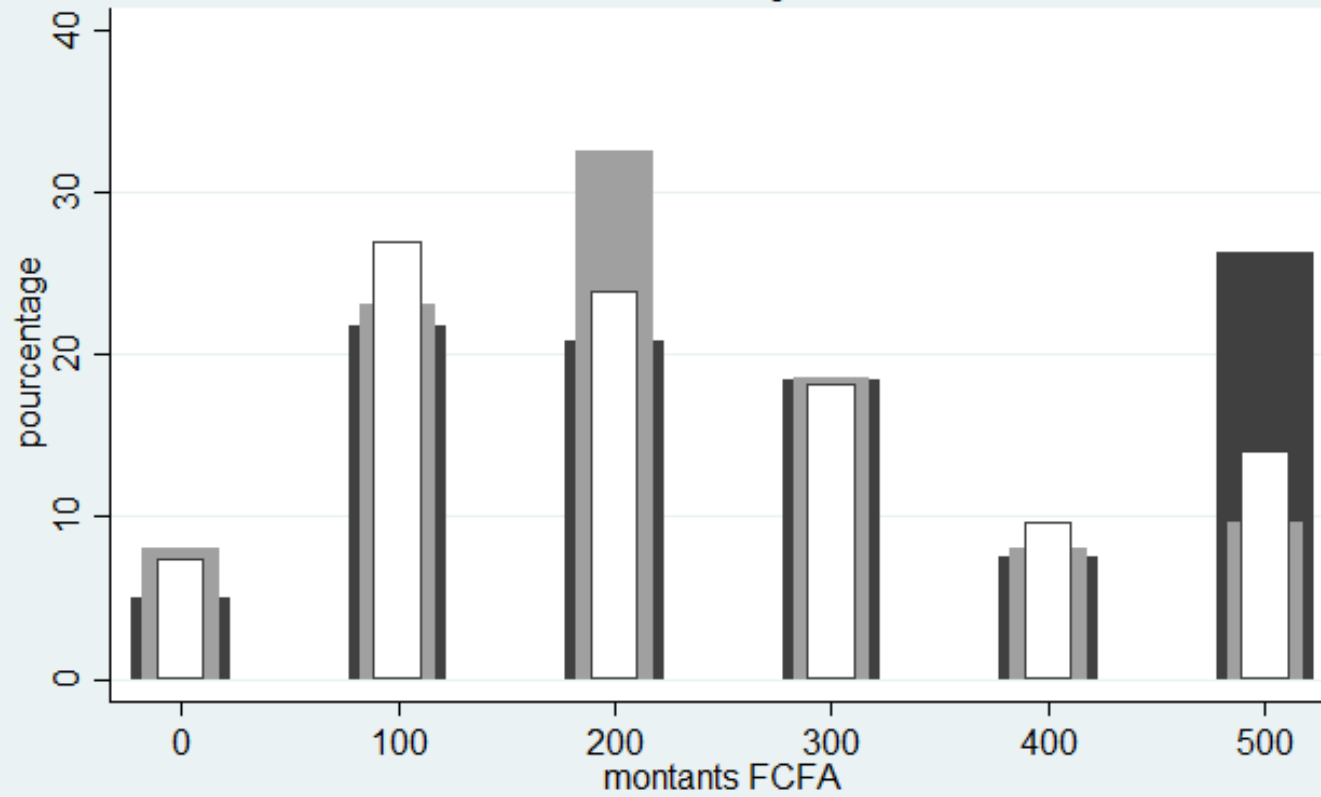


Figure 3: Histogramme des montants envoyés
(jeu de confiance)

Mai 2013 = noir, Aout 2013 = gris, Mai 2014 = blanc

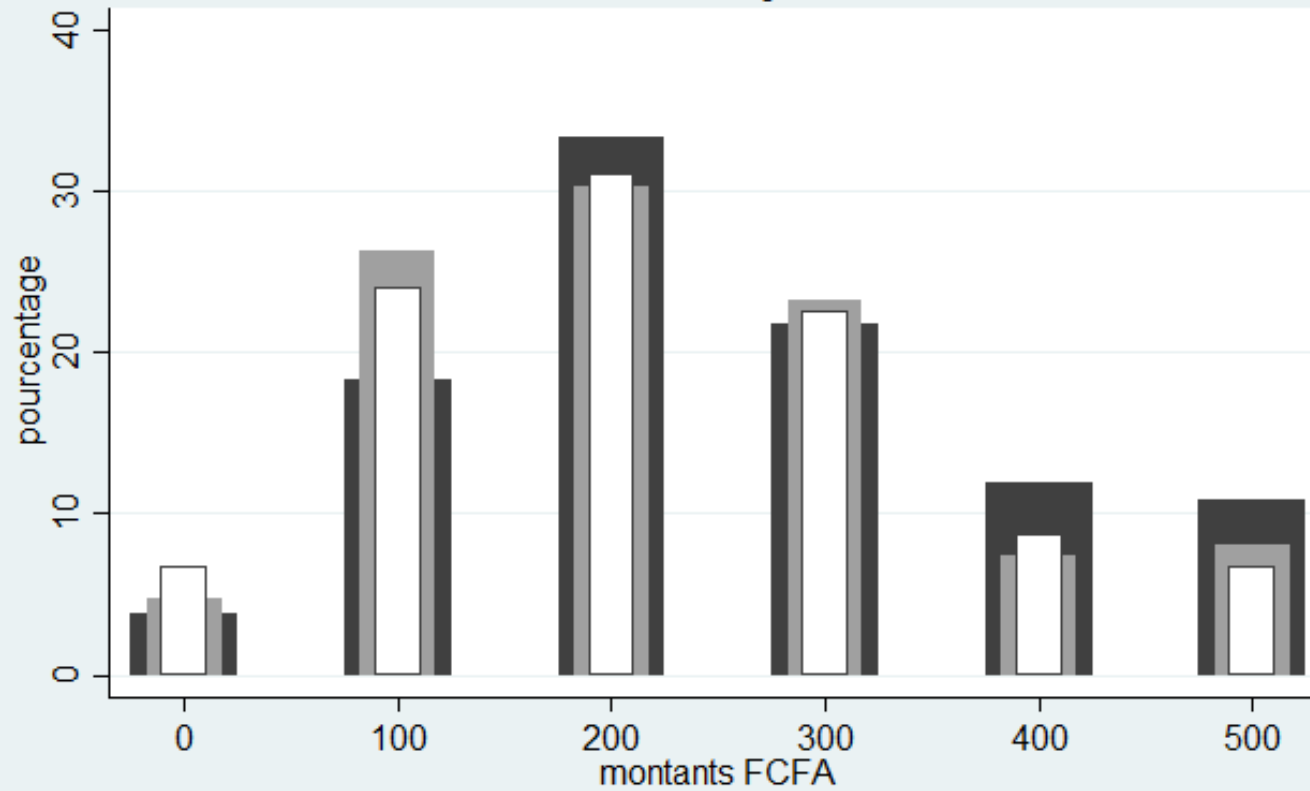


Figure 4: Histogramme de fraction d'argent disponible remis (jeu de confiance)

Mai 2013 = noir, Aout 2013 = gris, Mai 2014 = blanc

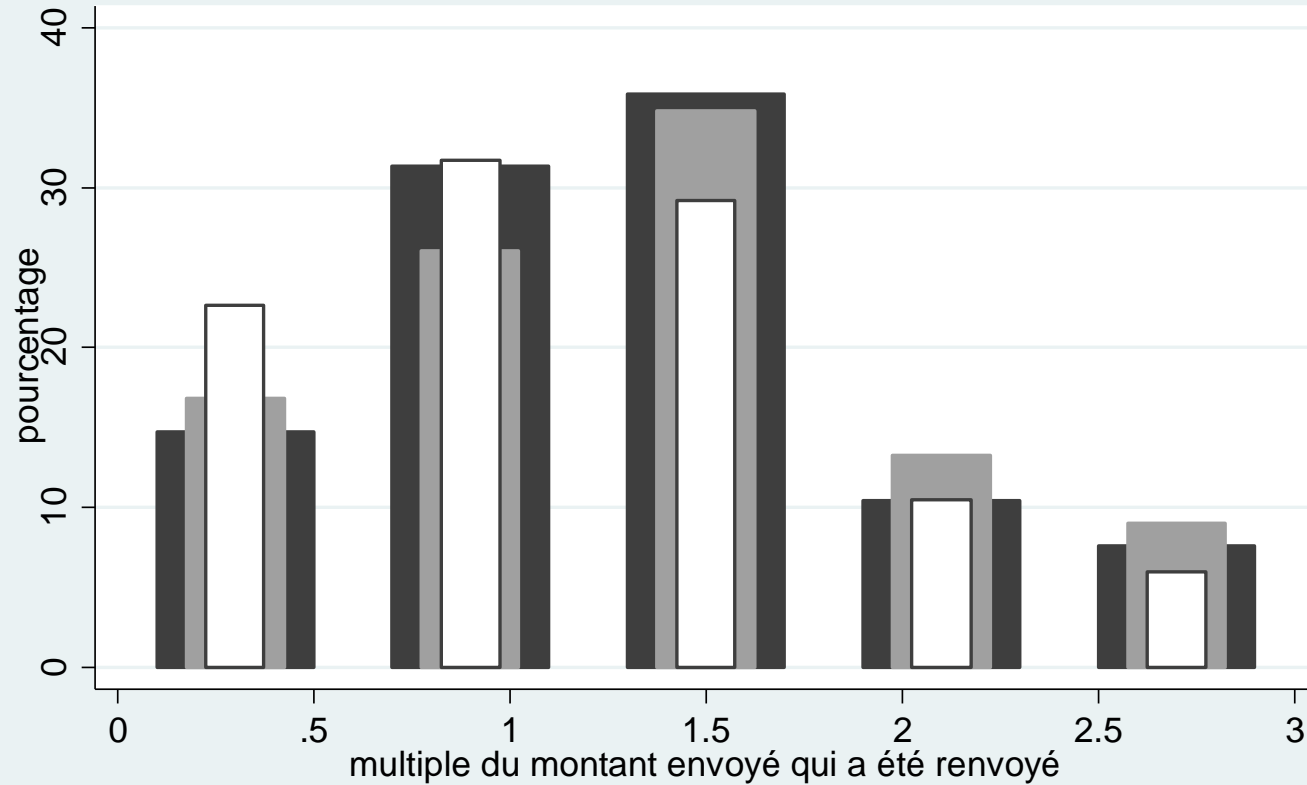
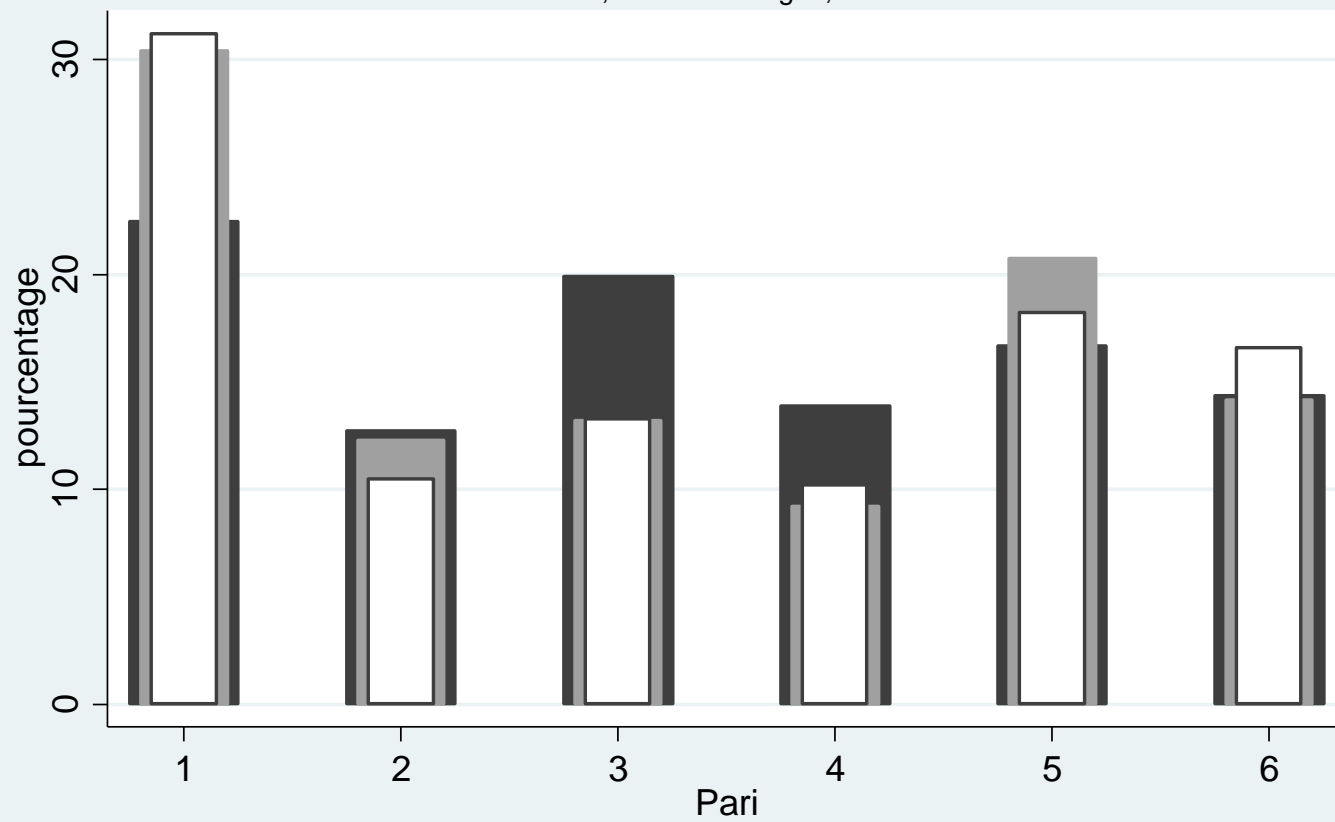


Figure 5: Histogramme des choix jeu de risque

Mai 2013 = noir, Aout 2013 = gris, Mai 2014 = blanc



gris

Figure 6: Histogramme des choix jeu de patience

Mai 2013 = noir, Aout 2013 = gris, Mai 2014 = blanc

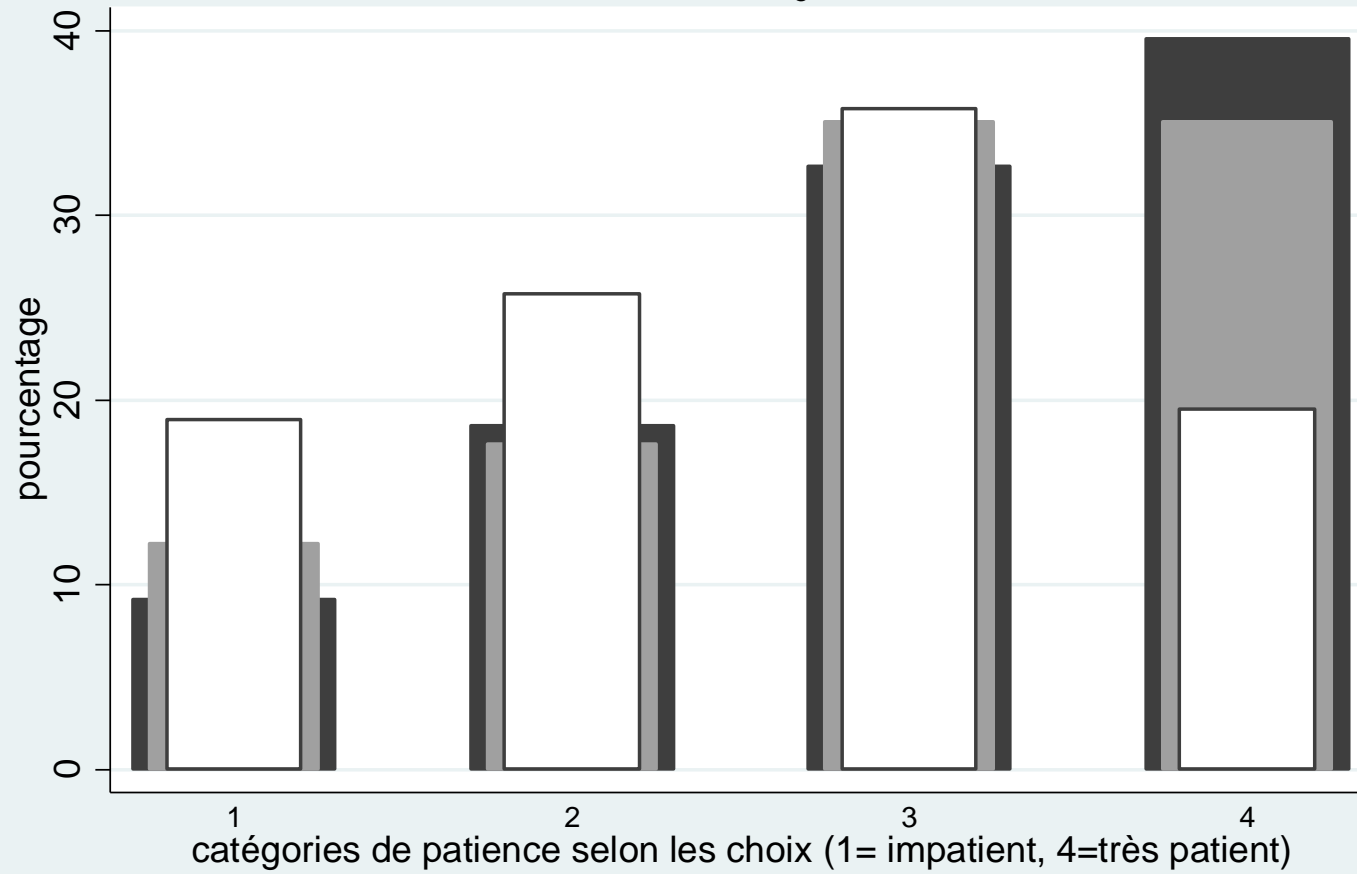
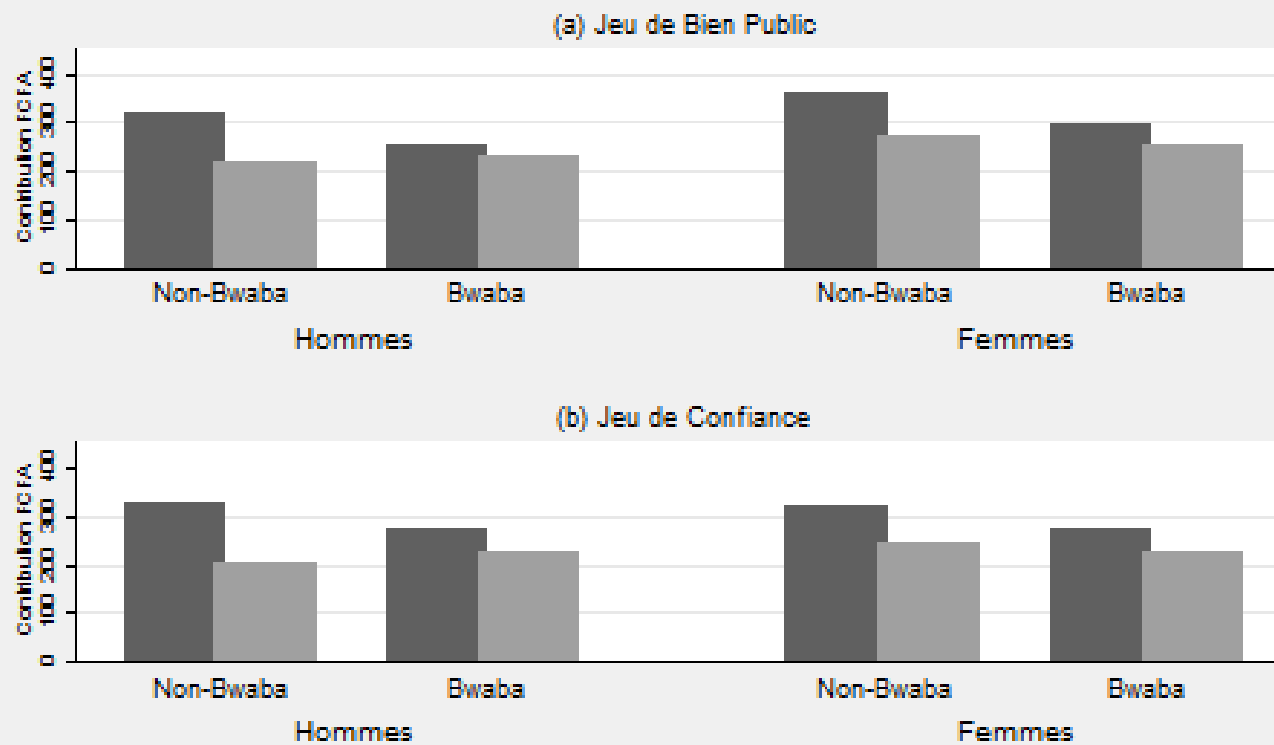
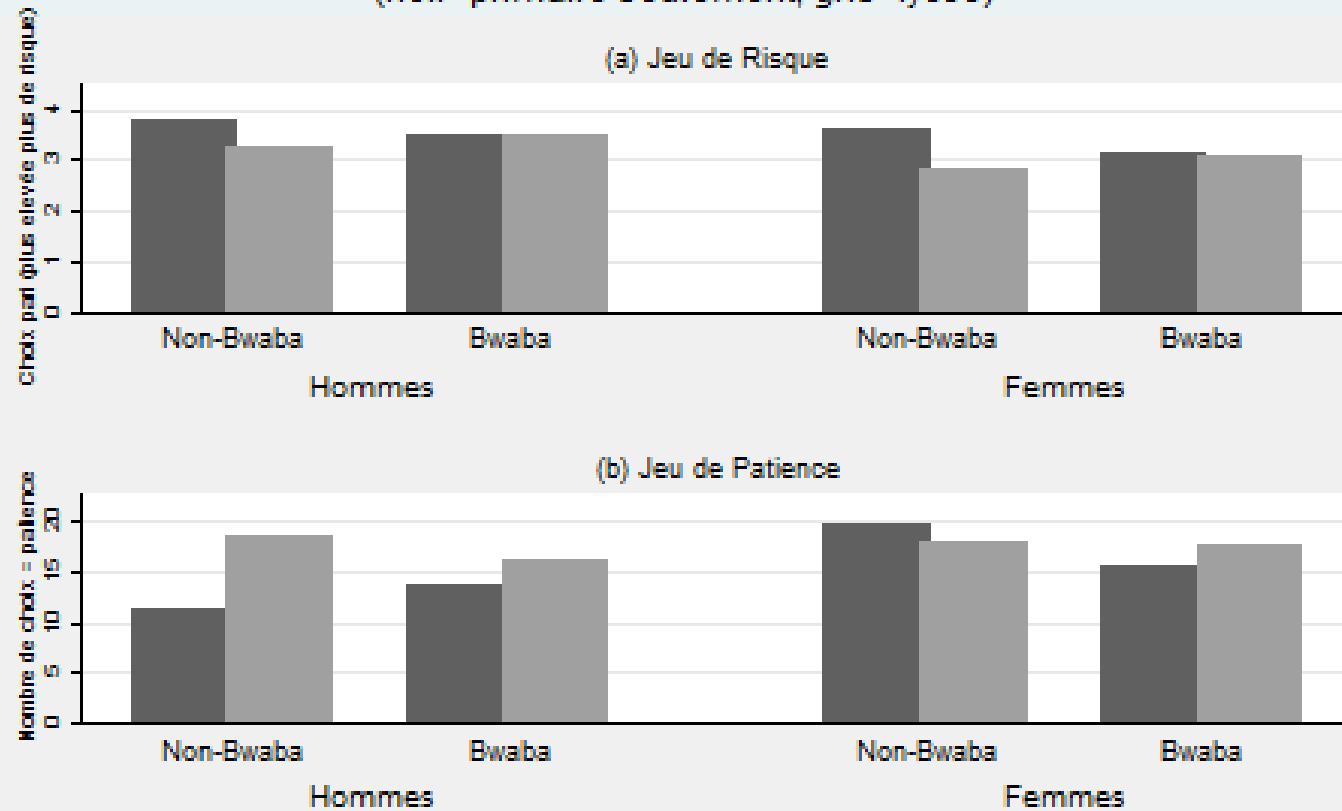


Figure 7: Résultats des jeux, par éducation, ethnie et genre
 Moyenne des contributions
 (noir=primaire seulement, gris=lycée)



Note: Les choix de tous les trois séances de jeux sont inclus.

Figure 8: Résultats des jeux, par éducation, ethnie et genre
Moyenne des choix
(noir=primaire seulement, gris=lycée)



Note: Les choix de tous les trois séances de jeux sont inclus.

Bibliographie

- Aladysheva, Anastasia, Holmlund, Marcus, Gilligan, Michael, & Ouedraogo, Miché. (2013). Does Similarity in Social Traits Breed Connection? Evidence from Lab-in-Field Behavioural Experiments in Burkina Faso.
- Algan, Y., & Cahuc, P. (2007). *La société de défiance: comment le modèle social s'autodétruit*. Paris: Editions de la Rue d'Ulm, collection CEPREMAP.
- Angeon, Valérie, Magdalou, Brice, & Célimène, Fred. (2013). Défauts de coordination au sein de l'élevage de bovidés à la Martinique: un test expérimental de terrain. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*(1), 37-61.
- Attallah, May. (2015). Représentativité et hétérogénéité des préférences dans les expériences de laboratoire. *Actualité économique*.
- Attanasi, Giuseppe. (2016). Jeu du Dictateur et Jeu de la Confiance: Préférences Distributives vs. Préférences Dépendantes des Croyances. *Actualité Économique*
- Ballet, Jérôme, & Guillon, Roland. (2003). *Regards croisés sur le capital social*: Editions L'Harmattan.
- Barr, Abigail Margaret. (2003). Trust and Expected Trustworthiness: Experimental Evidence from Zimbabwean Villages. *Economic Journal*, 113, 614-630.
- Ensminger, Jean. (2004). Market Integration and Fairness: Evidence from Ultimatum, Dictator, and Public Goods Experiments in East Africa. In J. Henrich, R. Boyd, Samuel Bowles, C. Camerer, E. Fehr & H. Gintis (Eds.), *Foundations of Human Sociality: Economic Experiments and Ethnographic Evidence from Fifteen Small-Scale Societies*. Oxford: Oxford University Press.
- Fafchamps, Marcel, McKenzie, David, Quinn, Simon, & Woodruff, Christopher. (2014). Microenterprises growth and the fly-paper effect: Evidence from a randomized experiment in Ghana. *Journal of Development Economics*, 106, 211-226.
- Greig, Fiona, & Bohnet, Iris. (2008). Is There Reciprocity in a Reciprocal Exchange Economy? Evidence of Gendered Norms from a Slum in Nairobi, Kenya. *Economic Inquiry*, 46(1), 77-83.
- Greig, Fiona, & Bohnet, Iris. (2009). Exploring gendered behavior in the field with experiments: Why public goods are provided by women in a Nairobi slum. *Journal of Economic Behavior & Organization*, 70(1), 1-9.
- Hadnes, Myriam, & Schumacher, Heiner. (2012). The Gods Are Watching: An Experimental Study of Religion and Traditional Belief in Burkina Faso. *Journal for the Scientific Study of Religion*, 51(4), 689-704.
- Johnson, Noel D., & Mislin, Alexandra A. (2011). Trust games: A meta-analysis. *Journal of Economic Psychology*, 32 865-889.
- Kodila-Tedika, Oasis. (2013). Esclavagisme et colonisation: Quelles conséquences contemporaines en Afrique?-Résumé critique des travaux de l'économiste Nathan Nunn.
- Lallau, Benoît, & Dumbi, Claudine. (2008). Du capital social à l'agencéité. Essai sur les capacités à l'action collective des agriculteurs urbains de Kinshasa (République Démocratique du Congo). *J.-L. Dubois et al*, 105-134.
- Laurent, Éloi. (2009). Peut-on se fier à la confiance ? *Revue de l'OFCE*, 108, 5-30.
- Lobet-Maris, Claire, & Lucas, Robin. (2009). *Variations sur la confiance: concepts et enjeux au sein des théories de la gouvernance*: Peter Lang.
- Méda, Dominique. (2002). Le capital social: un point de vue critique. *L'Économie politique*(2), 36-47.
- Nunn, Nathan, & Wantchekon, Leonard. (2011). The Slave Trade and the Origins of Mistrust in Africa. *American Economic Review*, 101(7).

- Platteau, Jean-Philippe. (1994). Behind the market stage where real societies exist Part II: The role of moral norms. *The Journal of Development Studies*, 30(4), 753-817.
- Tazdaït, Tarik. (2008). *L'analyse économique de la confiance*: De Boeck Supérieur.
- Udry, Christopher, & Anagol, Santosh. (2006). The return to capital in Ghana. *American Economic Review, Papers and Proceedings*, 96(2), 388-393.
- Villeval, Marie Claire. (2012). Contribution aux biens publics et préférences sociales. *Revue économique*, 63(3), 389-420.
- Zak, Paul J, & Knack, Stephen. (2001). Trust and growth. *Economic Journal*, 111(470), 295-321.
- Zerfu, Daniel, Zikhali, Precious, & Kabenga, Innocent. (2009). Does ethnicity matter for trust? Evidence from Africa. *Journal of African Economies*, 18(1), 153-175.